

---

Cinquième Assemblée de l'Alliance Solaire Internationale

Le 18 octobre 2022

Le 3 avril 2023

New Delhi, République de l'Inde

---

# Rapport de la Cinquième Assemblée de l'Alliance Solaire Internationale (ASI)

## Résumé

Ce document présente le rapport de la cinquième assemblée  
de l'Alliance Solaire Internationale (ASI).

## Rapport de la Cinquième Assemblée de l'Alliance Solaire Internationale (ASI)

### Point 1. Ouverture de la réunion

1. Le président de l'Assemblée de l'ASI a ouvert la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI. Il souhaite la bienvenue au coprésident de l'Assemblée de l'ASI, aux vice-présidents du Comité permanent de l'ASI, aux ministres et délégués des pays membres de l'ASI, aux signataires de l'accord-cadre de l'ASI et aux futurs pays membres, à Mme Damilola Ogunbiyi, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour l'énergie durable pour tous, aux représentants des organisations partenaires de l'ASI et aux invités spéciaux à la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI.
2. Le président a fait remarquer que l'Assemblée de l'ASI s'était réunie physiquement après deux années au cours desquelles l'économie mondiale a traversé différentes phases : incertitude, ralentissement, reprise et optimisme de la croissance. Il a reconnu la détermination dont le monde a fait preuve pour lutter contre la pandémie mondiale, le changement climatique et la nécessité d'une transition énergétique juste. Il a souligné les défis environnementaux et économiques causés par la dépendance malsaine à l'égard des combustibles fossiles, notamment les changements climatiques, l'augmentation des prix du pétrole et du gaz qui provoque des pressions inflationnistes dans le monde entier, l'aggravation des catastrophes naturelles liées au climat telles que les vagues de chaleur et les situations de sécheresse, les inondations, les incendies de forêt et les tempêtes violentes.
3. Le président s'est réjoui du fait que les outils permettant de faire face à ces problèmes soient facilement disponibles et que le développement technologique permette de disposer de ressources plus efficaces à l'avenir. Il a ajouté que le monde devait décider de la rapidité de déploiement de ces outils. Il a fait remarquer que l'industrialisation alimentée par les combustibles fossiles avait conduit au réchauffement de la planète et que la transition vers l'abandon des combustibles fossiles prendrait des décennies si l'on déployait les meilleurs efforts. Il a fait remarquer que la transition vers une énergie propre au niveau mondial implique également de faciliter le développement dans les régions qui n'ont pas d'accès fiable à l'énergie. Il a fait remarquer que plus de 650 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et qu'environ 1,3 milliard de personnes vivent dans des zones où le réseau électrique n'est pas fiable, avec des coupures de courant et des pannes.
4. Le président a fait remarquer que l'accès à l'électricité et la sécurité énergétique sont

essentiels pour améliorer la qualité de vie et garantir l'accès à des installations vitales, telles que l'eau potable et les soins de santé 24 heures sur 24. Il a souligné le potentiel de l'énergie solaire photovoltaïque et de la production décentralisée, qui constituent les solutions les plus rentables et les plus rapides pour garantir l'accès à l'énergie. Il a fait part de l'expérience de l'Inde, qui a assuré l'accès universel à l'énergie solaire dans des communautés isolées de l'Himalaya et des déserts arides en déployant des mini-réseaux d'énergie solaire. Le président a noté que la disponibilité des fonds n'a pas été un problème en ce qui concerne l'Inde et que 90 % des investissements ont été réalisés par le secteur privé. Cela s'explique par la transparence du système d'appel d'offres, du mécanisme de sécurité des paiements et des mécanismes de résolution des litiges. Un régime réglementaire approprié est important.

5. Le président a déclaré que les initiatives de renforcement des capacités et le mécanisme de réduction des risques sont importants. Le soutien programmatique de l'ASI se concentrera sur ces aspects et pourrait aboutir à la création de pipelines de projets solides et durables. Il a ajouté que l'ASI a l'intention de rendre les pays autosuffisants dans la satisfaction de leurs besoins énergétiques et de mettre en place des systèmes et des structures pour attirer les investissements afin d'accroître la disponibilité de l'énergie.
6. Le président a observé les progrès réalisés par l'ASI depuis sa création et sa croissance rapide, qu'il a attribués aux conseils et au soutien apportés par ses membres. Il a conclu en exprimant sa joie d'accueillir des représentants de plus de 100 pays qui prendront note des mises à jour sur le soutien programmatique et de préparation apporté par l'ASI à ses membres et examineront des propositions pour guider ses efforts futurs. Il a souhaité la bienvenue aux participants à l'Assemblée de l'ASI et a invité la coprésidente de l'Assemblée à prononcer son allocution d'ouverture.
7. La coprésidente a remercié le président et s'est déclarée ravie de coprésider l'assemblée de l'ASI et de s'y adresser. Elle a également remercié le secrétariat de l'ASI d'avoir convoqué l'Assemblée de l'ASI. Elle a fait part de la conviction de la République française quant au rôle central de l'ASI dans l'action en faveur du climat et de la fierté du pays de coprésider l'Assemblée de l'ASI avec la République de l'Inde depuis 2018. Elle a noté les progrès réalisés par l'ASI pour devenir une organisation internationale efficace et axée sur les résultats.
8. La coprésidente a souligné l'importance de l'Assemblée dans le contexte des efforts déployés au niveau mondial en matière de climat et de sécurité énergétique, dans le sillage de la COP26, qui a renouvelé les ambitions et mis l'accent sur la mise en œuvre. Elle a souligné la nécessité d'une action concrète et urgente pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 degré et le rôle de l'énergie solaire pour y parvenir. Elle a également insisté sur l'importance de prendre des mesures décisives sur les questions énergétiques mondiales, alors que les pays européens sont confrontés à des

crises énergétiques causées par le conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine. Elle a ajouté que pour de nombreux pays, le conflit a entraîné une double urgence, avec la nécessité d'économiser l'énergie et de préserver le climat, en éliminant progressivement la dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

9. La coprésidente a déclaré que l'Union européenne avait pris des mesures décisives principalement basées sur les énergies renouvelables en réponse à la transition du marché mondial de l'énergie. Elle a donné l'exemple du "Plan REPowerEU" proposé par l'Union européenne en mai 2022, dont l'un des piliers clés est le déploiement accéléré des énergies renouvelables. Elle a également informé l'Assemblée de l'adoption par l'UE d'une stratégie énergétique extérieure visant à établir des partenariats à long terme, notamment dans le domaine des technologies vertes, afin d'améliorer collectivement l'efficacité énergétique et d'accélérer la transition énergétique.
10. La coprésidente a en outre informé l'Assemblée que le Président de la République française a fait du développement des énergies renouvelables un domaine prioritaire et qu'un nouvel exercice de planification énergétique nationale qui doit être entrepris par le pays devrait refléter cela. Elle a ajouté que le gouvernement de la République française a présenté un projet de loi en septembre 2022 pour accélérer la production d'énergie renouvelable. Elle a également fait part de l'objectif de la République française de multiplier par dix la production d'énergie solaire, soit 100 GW d'ici 2050, en s'appuyant sur trois piliers : la mise en place de procédures simplifiées, l'utilisation de surfaces abandonnées et dégradées pour le déploiement de projets d'énergie renouvelable et un meilleur partage des bénéfices avec les collectivités locales et les citoyens.
11. La coprésidente a affirmé que le développement de l'énergie solaire améliorerait les finances publiques, la croissance industrielle, la création d'emplois et la sécurité énergétique. Elle a ajouté que l'énergie solaire est la meilleure solution pour un déploiement à grande échelle et abordable des énergies renouvelables dans de nombreux pays, ce qui a constitué la base de la collaboration entre la République de l'Inde et la République française pour lancer conjointement l'Alliance Solaire Internationale en 2015. Soulignant le succès de l'ASI, elle a reconnu le fort engagement politique recueilli et les initiatives tangibles qui rendent l'énergie solaire compétitive dans chaque région. Prenant acte des membres de l'ASI, elle a reconnu la présence de l'ASI sur le terrain et l'expansion de ses programmes dans le monde entier.
12. Le coprésident a souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de l'ASI et a fait part de l'engagement particulier de la République française en faveur de deux des priorités de l'ASI : le renforcement des capacités par le biais de l'initiative STAR-C (Centre de ressources pour les technologies solaires et leurs applications), en collaboration avec l'ONUDI, afin de mettre en place un solide réseau de centres d'expertise et de formation,

- avec la contribution d'un million d'euros à la mise en œuvre, dans le cadre de l'initiative STAR-C, de projets pilotes axés sur trois pays : la République du Sénégal, l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Royaume du Bhoutan.
13. En ce qui concerne la deuxième priorité, la coprésidente a mis l'accent sur l'accès au financement, dans le cadre duquel le Président de la République française s'est engagé en 2018 à mobiliser 1,5 milliard d'euros pour financer des projets solaires dans le monde entier par l'intermédiaire de l'Agence française de développement. Elle a ajouté que 1,5 milliard d'euros avaient été engagés par l'agence de développement en faveur de projets fermes, dont 1 milliard d'euros dans les pays signataires de l'ASI. Elle a présenté à l'Assemblée quelques-uns de ces projets, notamment le projet DEFISSOL en République du Bénin, qui combine l'énergie solaire et la gestion du réseau, l'installation de lampadaires photovoltaïques en République d'Haïti et le déploiement d'un système de dessalement de l'énergie solaire en République de Maurice, soulignant la multiplicité de la technologie de l'énergie solaire.
  14. La coprésidente a déclaré que la République française soutient les mesures d'atténuation des risques visant à promouvoir un meilleur accès au financement, y compris des mesures telles que la mobilisation d'investissements privés pour des projets d'énergie solaire dans les régions sous-développées et le programme "*Affordable Finance at Scale*" (financement abordable à grande échelle) de l'ASI. Elle a informé l'Assemblée de l'implication de la République française dans le lancement de l'Initiative pour l'atténuation durable des risques solaires (SRMI), qui est en cours de mise en œuvre.
  15. La coprésidente a souligné le rôle central de l'énergie solaire dans l'avenir et le rôle crucial que doit jouer l'ASI pour accroître l'élan. Elle a insisté sur le fait que les projets de l'ASI doivent contribuer à une transition énergétique juste dans le monde entier, qui prenne en compte les conséquences sociales de la transition afin de la rendre équitable et abordable pour tous. Elle a exprimé sa confiance dans la présidence de la COP27 assurée par la République arabe d'Égypte et la présidence du G20 assurée par la République de l'Inde, qui contribueront à réaffirmer l'ambition de l'ASI et à accélérer le développement de l'énergie solaire. Elle a conclu en affirmant l'engagement de la République française en faveur de la coopération multilatérale, en particulier sur l'initiative "*Lifestyle For Environment*" (LiFE) qui met l'accent sur des pratiques de vie durables qui s'alignent sur le concept de sobriété énergétique. Elle a souligné l'importance de l'Assemblée de l'ASI pour faire avancer les questions clés et a fait part du soutien de la République française à l'ASI et de ses attentes en matière de progrès.
  16. Le président remercie la coprésidente pour ses remarques et invite S.E. Mme Damilola Ogunbiyi, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour l'énergie durable pour tous, à prononcer le discours d'ouverture.

17. Mme Ogunbiyi a remercié l'Assemblée de l'ASI et le directeur général de l'avoir invitée à prononcer le discours principal et a salué le leadership du président et du co-président de l'Assemblée de l'ASI. Elle a salué les efforts de l'ASI et a reconnu le succès de l'ASI dans la promotion des ambitions solaires de ses membres au cours des dernières années. Elle a expliqué ses fonctions et les mandats de son organisation, qui consistent à garantir une énergie durable pour tous en partenariat avec les gouvernements, la philanthropie, les institutions de financement du développement et le secteur privé, et à assurer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 7 (ODD 7) d'une manière juste et équitable, sans laisser personne de côté. Elle a ajouté que cela implique de garantir un accès universel à une énergie abordable et fiable, avec des services énergétiques modernes, d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial et de doubler le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique.
18. Mme Ogunbiyi a déclaré que l'énergie est au cœur des objectifs de développement durable et fait partie de l'agenda 2030, rendant l'accès universel impératif pour les résultats de développement, tels que la création d'emplois, le développement économique, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes, l'amélioration de la santé et de l'éducation. Elle a regretté que le dernier rapport de suivi de l'ODD 7 indique que le monde est loin d'atteindre l'accès universel à une énergie propre et abordable d'ici 2030. Elle a déclaré que 733 millions de personnes vivaient sans accès à l'électricité et que 2,4 milliards de personnes n'avaient pas accès à une cuisine propre et a souligné le rôle que l'ASI peut jouer pour résoudre ce problème. Elle a ajouté qu'au rythme actuel, d'ici 2030, le monde comptera environ 670 millions de personnes sans accès à l'électricité et 24 % de la population mondiale sans accès à des solutions de cuisson propres. Elle a ajouté qu'il était impératif d'atteindre l'ODD 7 d'ici 2030 pour réaliser les objectifs climatiques mondiaux et une transition vers une énergie propre.
19. Mme Ogunbiyi a salué les progrès réalisés par plusieurs régions et pays en termes d'accès à l'énergie et de développement des énergies renouvelables, notamment la réalisation de l'accès universel à l'électricité par l'Inde. Elle a informé l'Assemblée de l'ASI que les défis liés à l'accès à l'énergie et à l'expansion des énergies renouvelables ont entravé la croissance avec des problèmes tels que la chaîne d'approvisionnement qui ralentit le rythme des livraisons. Elle a ajouté que les pays africains étaient à la traîne par rapport à d'autres régions du monde en termes d'accès à l'énergie et que, par conséquent, ils étaient vulnérables à la crise climatique et à la pauvreté énergétique. Elle a souligné que l'Afrique est volontaire et ambitieuse, qu'elle dispose d'un potentiel en matière d'énergie solaire et d'autres solutions d'énergie renouvelable, et qu'elle a besoin du soutien de la communauté mondiale - en particulier d'un soutien financier - pour mener à bien une transition vers l'énergie propre qui pourrait permettre à des milliards de personnes de sortir de la pauvreté. Elle a poursuivi en soulignant le manque chronique

- d'investissements dans le secteur de l'énergie propre dans les pays en développement, en particulier en Afrique, et en insistant sur le fait que cette situation devait changer immédiatement. Elle a insisté pour que l'Assemblée de l'ASI se penche sur la nécessité d'un financement équitable à cette fin, qui pourrait bénéficier à des millions de personnes dans les communautés vulnérables confrontées aux effets du changement climatique et à la pauvreté énergétique.
20. Mme Ogunbiyi a affirmé que l'accent devait être mis sur trois questions principales : la pauvreté énergétique, le changement climatique et le développement économique. Elle a évoqué le potentiel de la technologie de l'énergie solaire pour aider des milliards de personnes à échapper à la pauvreté énergétique et à décarboniser le secteur de l'énergie, ainsi que la nécessité d'intensifier rapidement le déploiement de l'énergie solaire dans les pays en développement. Elle a également fait remarquer que l'ASI est un partenaire international essentiel pour atteindre les objectifs climatiques. Le travail de l'ASI est crucial pour accélérer l'adoption de l'énergie solaire grâce à la démonstration de technologies, aux cadres politiques et réglementaires pour un financement abordable et au renforcement du capital humain.
  21. Mme Ogunbiyi a déclaré que les Nations unies avaient lancé des pactes énergétiques lors du dialogue de haut niveau sur l'énergie en 2021 et que l'ASI avait soumis son pacte en s'engageant à contribuer à l'ODD 7 par le biais de la solarisation mondiale, en mettant particulièrement l'accent sur la facilitation de l'accès à l'énergie propre pour les personnes vulnérables dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) grâce au déploiement de 1 000 GW de capacité d'énergie solaire et à la mobilisation de 1 000 milliards de dollars d'investissements solaires d'ici à 2030. Elle a exhorté l'ASI et ses membres à s'assurer que ces engagements se traduisent par des actions concrètes.
  22. Mme Ogunbiyi s'est déclarée ravie de découvrir les projets de démonstration de l'ASI destinés aux pays en développement et ses programmes, tels que l'équipement solaire pour l'agriculture, l'extension des mini-réseaux solaires, les toits solaires, l'e-mobilité et les initiatives en matière d'hydrogène vert. Elle a affirmé que le soutien à l'expansion des projets de démonstration dans les pays membres de l'ASI est essentiel pour développer le savoir-faire technologique, comprendre les politiques et les réglementations, créer des mécanismes de marché et localiser les chaînes de valeur manufacturières. Elle a souligné les efforts et l'engagement de l'ONU et de SEforALL vers des objectifs similaires d'aider les pays à naviguer leurs priorités en matière d'énergie, de climat et de développement d'une manière intégrée et basée sur des preuves à travers des plans de transition énergétique qui sont justes, inclusifs, équitables et basés sur les réalités locales tout en équilibrant les priorités nationales avec les engagements internationaux. Mme Ogunbiyi a déclaré qu'un avenir énergétique propre nécessitait des investissements dans les personnes et les communautés vulnérables. Elle a salué les efforts de l'ASI en matière de renforcement des capacités et d'amélioration des compétences de la main-d'œuvre de demain dans le



domaine de l'énergie solaire. Elle a apporté son soutien à l'ASI, en particulier pour l'intégration de la dimension de genre et la formation des femmes à des emplois dans le secteur de l'énergie. Elle a ajouté qu'une main-d'œuvre formée et qualifiée doit être soutenue par une préparation du marché capable d'attirer des capitaux à grande échelle - ce qui correspond à l'accent mis par l'ASI sur la mobilisation de capitaux à grande échelle. Elle a également exhorté les pays à s'engager plus activement sur les marchés mondiaux. Elle a informé l'Assemblée qu'elle travaillait à la création de mécanismes permettant aux économies en développement et émergentes de participer davantage aux marchés mondiaux du carbone. Elle a fait part de sa vision des économies en développement et émergentes agissant en tant que fournisseurs de crédits de carbone pour répondre à la demande des marchés de conformité et de carbone volontaire, permettant au financement mondial du carbone d'affluer dans ces pays et de financer la transition énergétique.

23. Mme Ogunbiyi a félicité l'ASI pour son travail de pionnier dans le secteur, en particulier avec l'initiative innovante *Green Grid - One Sun, One World, One Grid* (Un Soleil, Un Monde, Un Réseau) lancée lors de la COP26. Elle a déclaré que cette initiative pouvait changer la donne en matière de décarbonisation des systèmes énergétiques mondiaux et de mise à disposition d'une électricité abordable pour la croissance. Elle a remercié l'ASI pour son rôle de partenaire stratégique dans le renforcement de l'ambition et l'accélération de l'action en faveur de l'énergie durable pour tous. Elle a salué le travail accompli par l'ASI et ses membres, qui constitue un effort important pour ne laisser personne de côté. Elle a remercié la présidence de l'ASI et le directeur général pour leur hospitalité et a souhaité beaucoup de succès à la cinquième assemblée générale de l'ASI.
24. Le président a remercié Mme Ogunbiyi pour son discours devant l'assemblée de l'ASI et s'est réjoui de constater que les pays membres de l'ASI, avec l'aide de l'ASI, ont commencé à mettre en place des projets d'énergie solaire qui permettent aux communautés d'avoir de l'électricité pour les soins de santé, l'éducation et d'autres initiatives de ce type.
25. Le président a invité les représentants de la République coopérative de Guyane, de la Jamaïque et de la République togolaise à informer l'Assemblée des projets de démonstration mis en place dans leurs pays respectifs avec le soutien financier de l'ASI.
26. S.E. M. Deodat Indar, honorable ministre au sein du ministère des travaux publics, honorable ministre, République coopérative de Guyane, a informé l'Assemblée de l'ASI sur le projet de solarisation d'un centre de soins de santé en Guyane, soutenu par l'ASI.
27. 27. Le représentant de la République togolaise a informé l'Assemblée de l'ASI des 8 projets d'irrigation solaire installés dans le pays avec le soutien de l'ASI. Il a également indiqué que ces projets profitent aux régions dont les habitants ont migré en raison du



manque de ressources en eau et du terrorisme au cours des dernières années et que le financement fourni par l'ASI sera redéployé dans le cadre d'un mécanisme de crédit renouvelable.

28. S.E. M. Daryl Vaz MP, le ministre jamaïcain des sciences, de l'énergie et de la technologie s'est adressé à l'assemblée de l'ASI et l'a informée sur le projet de modernisation d'un système d'irrigation avec une capacité photovoltaïque solaire de 30 kW, qui devrait bénéficier à 400 agriculteurs et permettre des économies d'environ 9 500 USD par an.
29. Le président et le coprésident, ainsi que les honorables ministres, ont dédié les projets aux peuples de la Guyane, de la Jamaïque et du Togo.
30. Le Président a ajouté que l'ASI travaillait sur plusieurs projets similaires dans les pays membres et que l'ASI avait l'intention de reproduire ces projets à grande échelle avec l'aide de mécanismes d'habilitation pour les pays membres. Il a déclaré que des propositions de mécanismes de sécurité de paiement et d'assurance seront présentées à l'Assemblée et a invité les membres à les soutenir afin d'attirer les investissements vers les projets d'énergie solaire et d'assurer l'accès à l'énergie pour le public.

## Point 2. Adoption de l'ordre du jour

31. Le président a invité l'Assemblée à examiner l'ordre du jour provisoire de la cinquième Assemblée de l'ASI tel qu'il figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.01.Rev01 et à fournir leurs contributions et orientations.
32. Le représentant de la Jamaïque a suggéré que l'Assemblée décide de la date de la prochaine session générale de l'ASI.
33. **Décision : L'Assemblée adopte l'ordre du jour provisoire de la cinquième Assemblée de l'ASI, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.01.Rev01, ainsi que le point supplémentaire de l'ordre du jour présenté par le représentant de la Jamaïque.**

## Point 3. Sélection des rapporteurs

34. Le Président a informé l'Assemblée que la République du Niger et la République du Rwanda ont accepté d'être les rapporteurs de la cinquième Assemblée générale.
35. **Décision : L'Assemblée a désigné la République du Niger et la République du Rwanda comme rapporteurs pour la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI.**
36. Le président a remercié la République du Niger et la République du Rwanda au nom de l'ASI pour leur soutien.

#### Point 4. Élection du Président et du Co-Président de l'Assemblée de l'ASI

37. Le président présente l'ordre du jour et indique que la troisième session de l'Assemblée générale de l'ASI, tenue en 2020, a élu la République de l'Inde et la République française aux postes de président et de coprésident, respectivement, pour deux ans.
38. À l'invitation du président, le directeur général informe l'Assemblée que le Secrétariat a lancé le processus d'élection du président et du coprésident de l'Assemblée de l'ASI le 18 juillet 2022, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée de l'ASI. Il a en outre invité l'Assemblée à examiner le document d'information ISA/A.05/INF.01 contenant toutes les informations relatives au processus d'élection et les annexes A1 et A2 contenant les nominations reçues par le Secrétariat pour les postes.
39. Le Directeur général a informé l'Assemblée que la République de l'Inde avait présenté sa candidature au poste de président et que la République française avait présenté sa candidature au poste de coprésident. Il a également informé l'Assemblée que le Secrétariat n'avait reçu aucune candidature contestée et que les deux candidatures avaient été jugées valables.
40. **Décision : L'Assemblée a élu, à l'unanimité, la République de l'Inde et la République française comme prochains président et coprésident de l'Assemblée de l'ASI, respectivement, pour ses sixième et septième sessions. Le président et le coprésident ont accepté le renouvellement de leur mandat de président et de coprésident pour la période 2023-2024 et ont remercié l'Assemblée pour la confiance qu'elle leur a accordée et pour son soutien continu.**
41. Le directeur général a félicité la République de l'Inde et la République française pour leur accession au poste de président et de coprésident de l'Assemblée de l'ASI, respectivement.
42. Le représentant de la République française s'est réjoui de l'élection de la République de l'Inde et de la réélection de la République française à leurs postes respectifs. Il a exprimé sa confiance dans la contribution de l'ASI à la présidence du G20 exercée par la République de l'Inde sur le climat et l'énergie et a étendu le soutien de la République française à la promotion de l'ASI et de l'énergie solaire dans le monde.

#### Point 5. Sélection des nouveaux vice-présidents du Comité permanent de l'Assemblée de l'ASI

43. Le Président a introduit le point de l'ordre du jour en déclarant que les nouveaux Vice-Présidents du Comité Permanent doivent être sélectionnés sur la base de leur date

d'adhésion à l'ASI en tant que membres, comme le prévoit le Règlement Intérieur de l'Assemblée de l'ASI. Il a invité l'Assemblée à examiner le document d'information ISA/A.05/INF.02 contenant la liste des nominations et des suppléants des quatre régions pour le poste de vice-président.

44. ***Décision : L'Assemblée a désigné la République fédérale de Somalie et la République du Mali comme nouveaux vice-présidents de la région Afrique ; la République populaire du Bangladesh et Tuvalu comme nouveaux vice-présidents de la région Asie-Pacifique ; le Royaume du Danemark et le Royaume de Suède comme nouveaux vice-présidents de la région Europe et autres ; et la République bolivarienne du Venezuela et le Commonwealth de Dominique comme nouveaux vice-présidents de la région Amérique latine et Caraïbes.***

45. Au nom de l'Assemblée, le Président félicite et accueille les nouveaux vice-présidents du Comité permanent de l'ASI. Il salue les contributions des vice-présidents sortants - la République de Maurice, la République du Niger, la République de Fidji, la République de Nauru, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Cuba et la République coopérative de Guyane - et les remercie pour leur soutien et leurs conseils. Il les a remerciés pour leur soutien et leurs conseils.

#### **Point 6. Nomination et rapport du prochain comité de vérification des pouvoirs**

46. Le Président a présenté le point de l'ordre du jour et invite l'Assemblée à nommer le comité de vérification des pouvoirs pour la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI, composée des membres suivants :
- i. Commonwealth d'Australie
  - ii. République fédérale démocratique d'Éthiopie
  - iii. République de Fidji
  - iv. République fédérale d'Allemagne
  - v. République du Sénégal
  - vi. République du Suriname
  - vii. Royaume de Tonga
  - viii. République d'Ouganda
47. L'Assemblée a approuvé les nominations au comité de vérification des pouvoirs.
48. Le Président a invité le comité de vérification des pouvoirs à présenter son rapport à l'Assemblée.

49. Le président de la commission de vérification des pouvoirs a indiqué que le Royaume des Tonga et la République des Fidji avaient été nommés respectivement président et vice-président par la commission lors de sa réunion du 12 octobre 2022. Il a en outre indiqué que la Commission de vérification des pouvoirs, lors de ses réunions des 12 octobre, 14 octobre et 17 octobre 2022, a pris note de l'état d'avancement de la présentation des pouvoirs et a examiné les pouvoirs reçus par le Secrétariat de l'ASI. La Commission a demandé au Secrétariat d'envoyer des rappels aux membres pour qu'ils soumettent leurs pouvoirs.
50. Le président de la Commission de vérification des pouvoirs a indiqué qu'au 17 octobre 2022, des pouvoirs valides d'autorités compétentes avaient été reçus de 50 pays membres et de 11 signataires de l'accord-cadre de l'ASI et futurs États membres de l'ASI, les jugeant aptes à participer à l'Assemblée. Il a ajouté que quelques pays n'avaient pas présenté de pouvoirs, ou que les pouvoirs présentés n'étaient pas sous la forme prescrite, pour lesquels le Comité de vérification des pouvoirs a recommandé que les représentants de ces pays soient autorisés à participer provisoirement à la cinquième session de l'Assemblée, étant entendu que les pouvoirs seront présentés au secrétariat de l'ASI dans les meilleurs délais.
51. Le comité a recommandé que l'Assemblée invite instamment les membres à soumettre les pouvoirs valides de leurs représentants au moins sept jours avant le début de la session de l'Assemblée et que le Secrétariat émette un avis au moins deux mois à l'avance pour que les pouvoirs soient soumis dans les délais, suivi de rappels périodiques. Le comité a recommandé la modification de l'article 36 du règlement intérieur de l'Assemblée de l'ASI afin de permettre à toute autre autorité compétente au même niveau que le chef du gouvernement ou le ministère des affaires extérieures de délivrer des pouvoirs.
52. **Décision : L'Assemblée a nommé le comité de vérification des pouvoirs pour la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI, comme proposé par le Président. Le rapport du comité de vérification des pouvoirs présenté à l'Assemblée est adopté.**

#### Point 7. Octroi du statut d'observateur

53. Le président a invité l'Assemblée à accorder le statut d'observateur à dix-sept pays signataires de l'accord-cadre de l'ASI, à dix-huit futurs pays membres de l'ASI et à douze organisations invitées spéciales qui se sont inscrites pour participer à l'Assemblée, comme indiqué dans l'ordre du jour provisoire annoté révisé diffusé le 17 octobre 2022. Ces organisations sont les suivantes :

Les signataires de l'accord-cadre de l'ASI qui doivent encore ratifier l'accord	Pays membres potentiels de l'ASI	Organisations invitées spéciales
1. République fédérale du Brésil	1. République d'Angola	1. Bloomberg Philanthropies
2. République du Cabo Verde	2. République centrafricaine	2. Bureau de l'efficacité énergétique, ministère de l'électricité, gouvernement indien
3. République du Chili	3. République du Congo	3. Fondation du fonds d'investissement pour l'enfance (CIFE)

<b>Les signataires de l'accord-cadre de l'ASI qui doivent encore ratifier l'accord</b>	<b>Pays membres potentiels de l'ASI</b>	<b>Organisations invitées spéciales</b>
4. République du Costa Rica	4. République de Finlande	4. Initiative en matière de politique climatique
5. République dominicaine	5. Géorgie	5. Coalition pour une infrastructure résiliente face aux catastrophes (CDRI)
6. État de l'Érythrée	6. République d'Indonésie	6. Confédération des industries indiennes (CII)
7. République de Guinée-Bissau	7. République du Kenya	7. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
8. Hongrie	8. République de Lettonie	8. Institut national de l'énergie solaire, Inde (NISE)
9. État d'Israël	9. Royaume du Lesotho	9. Fédération nationale indienne de l'énergie solaire (NSEFI)
10. République du Liberia	10. État de la Libye	10. Organisation pour le développement des énergies nouvelles et des technologies industrielles (NEDO)
11. Grand-Duché de Luxembourg	11. République de Lituanie	11. Institut de l'énergie et des ressources (TERI)
12. Royaume du Maroc	12. Nouvelle-Zélande	12. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
13. Népal	13. République des Philippines	
14. République de Palau	14. République du Portugal	
15. République du Panama	15. République slovaque	
16. République du Paraguay	16. Royaume d'Espagne	
17. République du Yémen	17. Confédération suisse	

Les signataires de l'accord-cadre de l'ASI qui doivent encore ratifier l'accord	Pays membres potentiels de l'ASI	Organisations invitées spéciales
	18. République orientale de l'Uruguay	

54. Le président a exhorté les signataires de l'accord-cadre ASI à ratifier l'accord et a invité les futurs pays membres à adhérer à l'ASI en signant et en ratifiant l'accord-cadre.

55. **Décision : L'Assemblée accorde le statut d'observateur aux pays signataires qui ont signé l'accord-cadre de l'ASI mais ne l'ont pas encore ratifié, ainsi qu'aux pays membres potentiels de l'ASI et aux invités spéciaux inscrits à l'Assemblée, conformément à la liste figurant au point 7 de l'ordre du jour provisoire annoté révisé, diffusé le 17 octobre 2022.**

#### Point 8. Confirmation du rapport de la quatrième assemblée de l'ASI

56. Le Président a invité l'Assemblée à examiner le rapport de la quatrième Assemblée de l'ASI, tel qu'il figure dans les documents de travail ISA/A.04/WD.14 et ISA/A.04/WD.14A, en vue de son approbation. Il a en outre invité l'Assemblée à remercier les rapporteurs de la quatrième Assemblée de l'ASI - l'Union des Comores et le Royaume des Tonga - pour le soutien qu'ils ont apporté à la rédaction de ce rapport. Il a déclaré que le Secrétariat n'avait reçu aucun commentaire ou observation sur le projet de rapport distribué aux pays membres et a invité l'Assemblée à adopter le rapport.

57. **Décision : L'Assemblée a adopté et approuvé le rapport de la quatrième Assemblée de l'Alliance Solaire Internationale, contenu dans le document de travail ISA/A.04/WD.14 et a remercié l'Union des Comores et le Royaume des Tonga pour leur travail de préparation du rapport.**

#### Point 9. Rapport sur les mesures prises par la quatrième assemblée de l'ASI

58. Le président a invité l'Assemblée à examiner le rapport sur les mesures prises, qui résume les activités entreprises par le Secrétariat en réponse aux orientations fournies par la quatrième Assemblée de l'ASI, telles qu'elles figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.04.

59. La représentante de la République française a reconnu que l'intégration de l'équilibre entre les sexes et des politiques d'inclusion dans le plan stratégique de l'ASI était une initiative nécessaire parallèlement à l'internationalisation du secrétariat de l'ASI.

60. Le représentant de la Jamaïque a noté et souligné l'importance de l'équilibre entre les sexes et des politiques d'inclusion des sexes, ainsi que l'importance d'aller au-delà de la formation technique pour éduquer la jeune génération afin de faire progresser le programme de transition énergétique, l'adaptation et la durabilité parmi tous les membres de la société. Il a également salué la contribution de la GIZ au développement et à l'exécution des programmes de formation aux compétences solaires.
61. **Décision : L'Assemblée a pris note des mesures prises par le Secrétariat de l'ASI, telles qu'elles figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.04.**

#### Point 10. État Financier Vérifié de l'ASI

62. Le Président a informé l'Assemblée que l'audit des états financiers de l'ASI pour l'année précédente est terminé et que les auditeurs indépendants ont soumis leur rapport. Il a fait remarquer que, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée de l'ASI, le rapport est présenté à l'Assemblée pour examen et approbation.
63. Le Président a invité l'Assemblée à examiner le document de travail ISA/A.05/WD.05 contenant le rapport des auditeurs ainsi que les états financiers audités et à l'approuver.
64. **Décision : L'Assemblée a adopté l'état financier vérifié de l'ASI contenu dans le document de travail ISA/A.05/WD.05.**

#### Point 11. Octroi du statut d'organisation partenaire

65. Le président a informé l'Assemblée des nouveaux partenariats établis par l'ASI avec des organisations internationales. Il s'agit notamment de :
- i. La convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
  - ii. L'Agence japonaise de coopération internationale
  - iii. La Banque japonaise pour la coopération internationale
  - iv. Le développement des nouvelles technologies énergétiques et industrielles
  - v. L'échange d'innovations en matière de santé
  - vi. West African Power Pool
66. Le Président a fait savoir que la septième réunion du Comité permanent a recommandé ces partenariats à l'Assemblée pour ratification. Il a invité l'Assemblée à examiner le document d'information ISA/A.05/INF.06 contenant la copie des protocoles de partenariats signés par l'ASI avec ces organisations.



67. Le Président a invité l'Assemblée à prendre note de ces partenaires et à ratifier le statut d'organisation partenaire de ces organisations.

68. ***Décision : L'Assemblée a ratifié le statut d'organisation partenaire des organisations, conformément à la liste figurant dans le document d'information ISA/A.05/INF.06.***

## Point 12. Rapport du Dépositaire

69. Le président a invité le ministère des affaires étrangères du gouvernement indien, en tant que dépositaire de l'ASI, à présenter son rapport à l'assemblée de l'ASI.

70. Le dépositaire a remercié le président et félicité la République de l'Inde et la République française pour leur troisième mandat consécutif en tant que président et coprésident, respectivement, de l'Assemblée de l'ASI. Il a brièvement présenté le contexte et l'historique de la création de l'ASI lors du sommet de la COP21 à Paris en novembre 2015. Il a ajouté que l'amendement de l'accord-cadre de l'ASI entrant en vigueur en janvier 2021 ouvrait l'adhésion à l'ASI à tous les États membres des Nations unies. Il a informé l'Assemblée que l'Assemblée générale des Nations unies a accordé le statut d'observateur à l'Alliance Solaire Internationale en adoptant la résolution 76/123 le 9 décembre 2021 et a remercié les membres pour leur soutien.

71. Le dépositaire a informé l'Assemblée qu'au 1er octobre 2022, 110 pays ont signé l'accord-cadre de l'ASI et que, parmi eux, 90 ont déposé leurs instruments de ratification.

72. Le dépositaire a déclaré que les vingt pays suivants avaient signé l'accord-cadre de l'ASI depuis la quatrième session de l'assemblée de l'ASI :

- i. État plurinational de Bolivie
- ii. République fédérale du Brésil
- iii. République du Cabo Verde
- iv. République du Chili
- v. République du Costa Rica
- vi. République dominicaine
- vii. État de l'Érythrée
- viii. Royaume d'Eswatini
- ix. République de Guinée Bissau
- x. Hongrie
- xi. État d'Israël

- xii. République du Liberia
  - xiii. Grand-Duché de Luxembourg
  - xiv. Royaume du Maroc
  - xv. Népal
  - xvi. République de Palau
  - xvii. République du Panama
  - xviii. République du Paraguay
  - xix. République du Yémen
  - xx. République de Zambie
73. Il a ajouté que les neuf pays suivants ont soumis les instruments de ratification depuis la quatrième assemblée de l'ASI et sont désormais membres de l'Alliance :
- i. Antigua et Barbuda
  - ii. Royaume de Bahreïn
  - iii. République hellénique de Grèce
  - iv. République italienne
  - v. Saint-Kitts-et-Nevis
  - vi. Royaume de Norvège
  - vii. République arabe syrienne
  - viii. République de Tunisie
  - ix. États-Unis d'Amérique
74. Le depositaire a conclu en exprimant son espoir de voir les membres de l'ASI continuer à croître et à renforcer les capacités institutionnelles et humaines de l'ASI pour mener à bien le plan stratégique ainsi que les principales initiatives de l'organisation, notamment l'initiative " *One Sun, One World, One Grid Initiative* ", le Centre de ressources pour les applications de technologie solaire (projet STAR-C), la Facilité de financement de l'énergie solaire, et bien d'autres encore.
75. Le président a remercié le depositaire pour son rapport et son soutien continu à l'ASI. Le président, au nom de l'Assemblée, reconnaît les efforts du depositaire et le remercie d'avoir contribué à garantir le statut d'observateur de l'ASI à l'Assemblée générale des

Nations unies.

76. Le président a souhaité la bienvenue aux nouveaux pays membres et aux nouveaux signataires de l'accord-cadre de l'ASI. Il a également invité les signataires à ratifier l'accord-cadre et à adhérer à l'ASI en tant que membres à part entière.

77. **L'Assemblée a adopté le rapport du dépositaire tel que présenté à l'Assemblée : L'Assemblée a adopté le rapport du dépositaire tel qu'il a été présenté à l'Assemblée.**

### Point 13. Adoption du rapport du Comité permanent

78. Le président a introduit le point de l'ordre du jour en informant l'Assemblée que les sixième et septième réunions du Comité permanent de l'Assemblée de l'ASI se sont tenues respectivement le 21 juillet 2022 et le 13 septembre 2022. Il a invité l'Assemblée à examiner les documents de travail ISA/SC.06/WD.14 et ISA/SC.07/WD.10 contenant les rapports des réunions respectives du Comité permanent et fournissant des orientations sur les travaux entrepris.

79. **Décision : L'Assemblée adopte les rapports des sixième et septième réunions du Comité permanent tels qu'ils figurent dans les documents de travail ISA/SC.06/WD.14 et ISA/SC.07/WD.10.**

### Point 14. Adoption des rapports des comités régionaux et allocution des vice-présidents du Comité permanent de l'Assemblée de l'ASI

80. Le président a informé l'Assemblée que les réunions de quatre comités régionaux de l'ASI se sont tenues en juillet et en août. Il a ajouté que les réunions des comités régionaux de la région Afrique et de la région Amérique latine et Caraïbes se sont déroulées en personne et ont été accueillies respectivement par la République fédérale démocratique d'Éthiopie et la République coopérative de Guyane.

81. Le Président a invité l'Assemblée à examiner les rapports des quatre réunions des comités régionaux contenus dans les documents de travail ISA/RCA.04/WD.11 pour la région Afrique, ISA/RCAP.04/WD.11 pour la région Asie et Pacifique, ISA/RCEOG.03/WD.11 pour la région Europe et autres et ISA/RCLAC.04/WD.11 pour la région Amérique latine et Caraïbes.

82. Le président a invité le représentant de la République du Niger, en sa qualité de vice-président régional pour l'Afrique, à faire une brève déclaration.

83. Le vice-président de la région Afrique a indiqué que le comité régional africain s'était réuni le 31 août 2022 à Addis-Abeba, avec la participation en personne et virtuelle de 30 pays de la région. Il a exprimé sa gratitude à la République fédérale démocratique

- d'Éthiopie pour avoir convoqué, organisé et accueilli la réunion et a reconnu les contributions du ministre et du point focal national de l'ASI pour le pays. Il a informé l'Assemblée des délibérations et des recommandations de la réunion du Comité régional pour la région africaine et a invité l'Assemblée à adopter le rapport de la réunion détaillant ses délibérations. Il a conclu en exprimant son plaisir d'avoir servi en tant que vice-président au cours des deux dernières années et a souhaité la bienvenue aux nouveaux vice-présidents de la région Afrique.
84. Le président a remercié le représentant de la République du Niger pour ses remarques et a invité le vice-président pour la région Asie-Pacifique à présenter ses remarques lors de la réunion du comité régional pour la région.
85. Le vice-président de la région Asie-Pacifique a informé que la réunion du comité régional de la région Asie-Pacifique s'est tenue le 17 août 2022 sur une plateforme virtuelle, à laquelle ont assisté plus de 40 participants de plus de 25 pays. Il a fait remarquer qu'au cours de la réunion, les membres du Comité régional ont délibéré en détail sur les activités et initiatives clés de l'Alliance Solaire Internationale, allant du cadre de partenariat national à la stratégie d'engagement du secteur privé, l'initiative STAR-C, la feuille de route de l'ASI pour la mobilisation de 1 000 milliards de dollars d'investissements solaires d'ici 2030, l'initiative *Green Grids - One Sun One World One Grid*, et l'assistance technique qui est offerte en collaboration avec la Banque asiatique de développement (BAD). Il a ensuite présenté un bref aperçu des recommandations du Comité régional et a invité l'Assemblée à examiner et à adopter le rapport de la réunion. Il conclut en félicitant la République populaire du Bangladesh et Tuvalu pour leur sélection en tant que nouveaux vice-présidents du Comité permanent issus de la région.
86. Le président a remercié le vice-président de la région Asie-Pacifique pour ses brèves remarques et a invité le représentant du Royaume des Pays-Bas, vice-président régional pour l'Europe et les autres régions, à présenter ses observations.
87. Le Vice-président pour la région Europe et autres a informé l'Assemblée que la réunion du Comité régional s'est tenue le 12 juillet 2022 sur une plateforme virtuelle, avec plus de 25 participants venant de plus de 15 pays de la région, ainsi qu'un discours vidéo du Président de la COP26, le très honorable Alok Sharma. Il a donné un bref aperçu des questions discutées et des recommandations formulées lors de la troisième réunion du Comité régional.
88. Le vice-président pour la région Europe et autres a fait remarquer que la stratégie d'engagement du secteur privé et l'initiative STAR-C de l'ASI ont suscité le plus d'attention au cours de la réunion et que les membres du comité régional ont reconnu le potentiel de ces initiatives. Il a suggéré que l'ASI envisage d'impliquer les régulateurs dans le processus d'engagement du secteur privé, car le secteur privé pourrait identifier les goulets

d'étranglement dans les pays membres qui pourraient être ciblés et résolus par le cadre réglementaire de ce pays. Il a ajouté que de nombreux pays membres ont informé le Comité régional de leurs initiatives en matière d'énergie solaire et d'autres énergies renouvelables, ainsi que de la décarbonisation de leur industrie énergétique. Il a conclu en félicitant le Royaume du Danemark et le Royaume de Suède pour leur sélection en tant que nouveaux vice-présidents de la région.

89. Le président a remercié le vice-président de la région Europe et autres pour ses remarques et a invité le vice-président de la région Amérique latine et Caraïbes à présenter ses observations.
90. La représentante de la République coopérative de Guyane, en tant que vice-présidente de la région Amérique latine et Caraïbes, a informé que la quatrième réunion du Comité régional de la région s'est tenue le 4 août 2022 à Georgetown, Guyane, et a été présidée par le ministre. Elle a ajouté que la réunion du comité régional a été inaugurée par le président de la République coopérative de Guyana et que plus de 40 participants de plus de 20 pays de la région ont été accueillis par le premier ministre du pays. Elle a déclaré que le comité régional a délibéré sur les diverses initiatives et activités de l'ASI, qui a donné lieu à des discussions sur les multiples défis auxquels sont confrontés les pays en développement de la région, en particulier les petits États insulaires en développement. Il s'agit notamment des difficultés à mobiliser des fonds pour des projets d'énergie renouvelable, du manque de soutien du secteur privé et de modèles d'entreprise favorables dans ces pays. Elle a exprimé son plaisir d'avoir été vice-présidente du Comité permanent de l'ASI avec la République de Cuba et a souhaité la bienvenue à la République bolivarienne du Venezuela et au Commonwealth de Dominique en tant que nouveaux vice-présidents de la région.
91. Le président a remercié la vice-présidente pour ses remarques et demande au secrétariat d'examiner toutes les recommandations formulées par les comités régionaux au cours de ses réunions et de leur apporter le soutien et l'assistance nécessaires.
92. **Décision : L'Assemblée a adopté les rapports des réunions des comités régionaux des quatre régions de l'ASI :**
  - i. **Quatrième réunion du Comité Régional de la Région Afrique tel que contenu dans le document de travail ISA/RCA.04/WD.11.**
  - ii. **Quatrième réunion du comité régional de la région Asie-Pacifique de l'ASI, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCAP.04/WD.11.**
  - iii. **Troisième réunion du comité régional de la région Europe et autres de l'ASI, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.03/WD.11.**

**iv. *Quatrième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Amérique latine et les Caraïbes, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCLAC.04/WD.11.***

**Point 15. Rapport du DG sur les programmes, activités et initiatives de l'ASI : Rapport annuel**

93. Le président a invité le directeur général à présenter à l'assemblée une vue d'ensemble du travail accompli au cours de l'année écoulée.
94. Le directeur général a présenté le rapport annuel de l'Alliance Solaire Internationale pour 2022 à l'Assemblée et a déclaré que le document résume les mises à jour des initiatives clés et des domaines d'intervention de l'ASI dans ses principaux domaines prioritaires d'analyse et de plaidoyer, de renforcement des capacités et de programmes et de mise en œuvre de projets, ainsi que les réalisations de l'année. Il a déclaré que le plan stratégique quinquennal approuvé par la quatrième session de l'Assemblée a servi de cadre d'orientation pour les activités quotidiennes de l'ASI et les initiatives d'importance stratégique.
95. Le directeur général a informé l'Assemblée que, dans le cadre du soutien en matière d'analyse et de plaidoyer, les trois rapports phares de l'ASI sur le secteur mondial de l'énergie solaire, chacun axé sur la technologie, les marchés et les investissements, seront lancés en vue de consultations avec les parties prenantes. Il a ajouté que l'Institut des ressources mondiales (WRI) avait achevé ses travaux sur la feuille de route de l'ASI pour la mobilisation de 1 000 milliards de dollars d'ici à 2030 et qu'elle serait lancée lors de la COP27 en Égypte. Il a également indiqué que le Secrétariat a développé des bases de données internes pour consolider et partager les connaissances en interne et avec les pays membres et que les cadres et les logiciels ont été mis en place pour développer la base de données.
96. Le directeur général a déclaré que, sur le plan du plaidoyer, la COP26 qui s'est tenue à Glasgow a été un événement marquant pour l'ASI, qui a vu l'annonce de partenariats et d'initiatives clés, et l'ajout de nouveaux pays membres, y compris le lancement de l'Initiative des réseaux verts - *One Sun One World One Grid (GGI-OSOWOG)*. Il a fait part de sa vision de la poursuite de l'action de l'ASI au niveau mondial et de son engagement lors de la COP27, ce qui implique des projets d'événements de mise en valeur des pays membres de l'ASI et d'événements thématiques sur l'hydrogène vert, le stockage de l'énergie et l'énergie solaire pour les jeunes.
97. Le directeur général a fait remarquer que, dans le cadre du soutien programmatique, outre les trois projets inaugurés lors de l'assemblée, l'ASI travaille sur 23 autres projets de démonstration dans divers PMA et PEID pour lesquels des accords de subvention ont été signés et des activités de passation de marchés ont été lancées. Il a fait part de son espoir

d'accroître encore l'ampleur des projets financés par l'ASI grâce à son mécanisme de financement du déficit de viabilité. Dans le cadre de ce mécanisme, 150 000 USD devraient être injectés en tant que dernier élément de financement lors de la clôture financière afin de rendre le projet viable. Il a ajouté que le groupe consultatif technique constitué pour le développement du mécanisme a rédigé des lignes directrices pour le mécanisme et que le Secrétariat a reçu des manifestations d'intérêt de la part de deux pays membres.

98. Le directeur général a informé l'Assemblée que l'ASI travaillait avec ses organisations partenaires telles que NTPC, le PNUD, l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) et la Banque asiatique de développement (BAD), afin d'accroître l'ampleur de ses programmes. Il a informé l'Assemblée des visites de mission entreprises par le Secrétariat pour identifier les besoins et les circonstances dans les pays membres. Il a ajouté que dans le cadre des mesures de préparation à l'écosystème et de renforcement des capacités, l'ASI a formé plus de 2 300 personnes des pays en développement et que l'ASI collabore avec des agences mondiales de formation et de développement des compétences, telles que *l'Indian Skill Council for Green Jobs*, *Global Sustainable Energy Solutions*, *RENAC* et *GIZ*, afin d'améliorer la qualité et la pertinence de la formation de l'ASI.
99. En ce qui concerne l'initiative STAR-C, le directeur général a informé l'Assemblée des progrès réalisés et de l'intérêt manifesté par les pays membres pour accueillir les centres STAR. Il a ajouté que le cadre de partenariat national et la stratégie d'engagement du secteur privé sont à un stade avancé de développement et que les projets de plans ont été discutés lors des réunions des comités régionaux. Il a également informé l'Assemblée de la formation et de la convocation du groupe consultatif des entreprises de l'ASI en marge de la conférence ministérielle sur l'énergie propre à Pittsburgh. Il a ajouté que les offres au titre du cadre de partenariat national avaient été identifiées, notamment l'assistance technique, le soutien direct aux points focaux nationaux et l'harmonisation du soutien dans le cadre d'une stratégie de partenariat national personnalisée en fonction des besoins et des ressources disponibles dans le pays.
100. Le directeur général a rappelé que le plan stratégique de l'ASI prévoyait deux grands véhicules de financement pour la mobilisation d'un million d'USD pour les interventions de l'ASI. Il a ajouté que le Mécanisme de financement mixte pour l'atténuation des risques est en cours de développement, comme le Mécanisme de financement solaire, sous la direction du président, avec deux types d'instruments d'atténuation des risques - un mécanisme de garantie de paiement et un mécanisme d'assurance. Il a également informé l'Assemblée du *Solar Grand Challenge* approuvé lors de la deuxième session de l'Assemblée, qu'il est proposé de lancer en tant que *SolarX Grand Challenge* pour la région Afrique, suivi de sa mise en œuvre dans d'autres régions de l'ASI.



101. Dans le cadre de l'initiative *GGI-OSOWOG*, le directeur général a indiqué que l'étude technique menée par les consultants désignés progressait bien et que le rapport de la première phase de l'étude avait été soumis au Comité Directeur pour examen. Il a ajouté que les consultants finalisaient également les paramètres des exercices de simulation afin d'obtenir des résultats exploitables dans le cadre de l'initiative.
102. En ce qui concerne les ressources humaines du secrétariat, le directeur général a indiqué que l'ASI avait recruté et intégré des professionnels internationaux, des fonctionnaires nationaux et des agents des services généraux, ce qui a renforcé les capacités et l'équilibre entre les hommes et les femmes au sein du secrétariat, les femmes représentant 43 % du personnel nouvellement recruté. Il a conclu en invitant les pays membres à coordonner avec le secrétariat les questions relatives à l'ASI.
103. Le président remercie le directeur général et invite l'Assemblée à adopter le rapport annuel de l'Alliance Solaire Internationale pour 2022, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.06.Rev02.
104. Le représentant de la République française a suggéré d'améliorer le rapport annuel en y incluant les prochaines étapes des programmes de l'ASI et les initiatives visant à renforcer l'infrastructure de connaissances de l'ASI, telles que les sites web et les bases de données. Il a en outre suggéré de permettre aux pays membres de réagir en ligne aux résultats importants de l'ASI.
105. Le représentant de la République du Rwanda a observé que de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine tombent dans les catégories inférieures de *Ease of Doing Solar* (EoDS). Il a également demandé le soutien du Secrétariat pour prioriser les interventions qui pourraient aider à améliorer leur position.
106. Le représentant du Japon a évoqué les domaines prioritaires et les principaux défis identifiés dans le cadre du plan stratégique quinquennal de l'ASI et a demandé des informations sur le plan de l'ASI visant à améliorer l'accès à l'énergie.
107. Le représentant de la République fédérale du Nigeria s'est dit préoccupé par le fait que, compte tenu des défis existants, tels que la forte population du pays et le niveau élevé de la demande énergétique, le coût élevé des solutions d'énergie solaire les rend inaccessibles aux petites entreprises. Il a invité l'ASI à concevoir des mesures pour atténuer le problème des coûts élevés dans le pays et sur le continent africain.
108. Le représentant de la République du Bénin a fait remarquer que le pays a pris des mesures pour encourager le déploiement des énergies renouvelables et a fait part des défis auxquels le pays est confronté en raison de la qualité inférieure des équipements disponibles sur les marchés. Il a indiqué que le pays est en train de développer des cadres statutaires et réglementaires pour normaliser et certifier les équipements d'énergie

solaire et garantir leur qualité. Il a ajouté que le Bénin se préoccupe également de la gestion des déchets solaires et de leur fin de vie. Il a demandé le soutien de l'ASI pour relever ces défis.

109. En réponse à la suggestion de la République du Rwanda et du Japon, le Président a demandé au Secrétariat de développer des feuilles de route pour améliorer l'EoDS et l'accès à l'énergie dans les pays membres. Il a ajouté que l'amélioration de l'accès à l'énergie nécessite des investissements favorables tout au long de la chaîne de valeur du secteur de l'électricité, de la production à la distribution de l'énergie, ainsi qu'un cadre réglementaire adéquat permettant la détermination d'un mécanisme tarifaire équitable qui offre un accès à l'énergie abordable aux pauvres.
110. En réponse aux suggestions de la République fédérale du Nigeria et de la République du Bénin, le président a demandé au secrétariat d'explorer les possibilités de réduction des coûts, de normalisation des systèmes et de contribuer à la gestion et au recyclage des déchets photovoltaïques.
111. Le président a informé l'Assemblée des progrès réalisés dans le cadre de l'initiative GGI-OSOWOG. Un groupe technique a assuré la coordination avec divers gestionnaires de réseaux régionaux et un projet d'accord-cadre doit être présenté au Comité Directeur pour approbation. Il a expliqué les prochaines étapes et a mentionné que des enquêtes et des études de faisabilité sont en cours pour interconnecter les réseaux régionaux. Il a fait remarquer que l'Assemblée de l'ASI serait informée de l'évolution de la situation lors des prochaines sessions.
112. **Décision : L'Assemblée a adopté le rapport annuel de l'ASI pour l'année civile 2022, contenu dans le document de travail ISA/A.05/WD.06.Rev02.**

**Point 16. Proposition d'amendement pour la sélection du vice-président des comités régionaux**

113. À l'invitation du Président, le Directeur général informe l'Assemblée sur le point de l'ordre du jour à l'examen. Il indique que les vice-présidents, qui sont également les présidents du comité régional, sont choisis en fonction de la date à laquelle ils ont soumis l'instrument de ratification. En revanche, les vice-présidents du comité régional sont élus. Il a ajouté que l'amendement proposé permettrait à tous les membres du bureau du comité régional d'être choisis en fonction de leur date de ratification.
114. Le Président a invité l'Assemblée à examiner la proposition d'amendement telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.07 en vue de son approbation. Il a ajouté que la sélection des membres du bureau du Comité régional dans l'ordre chronologique

de la date de soumission de l'instrument de ratification permettra d'assurer la continuité pendant quatre ans et le caractère cyclique de la position de direction du Comité régional. Il a déclaré que cet amendement était logique et rationnel et qu'il garantissait la cohérence du processus.

- 115. *Décision : L'Assemblée a approuvé l'amendement proposé pour la sélection des vice-présidents des Comités régionaux, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.07.***

**Point 17. Proposition de modification du règlement intérieur de l'Assemblée de l'ASI**

116. Le Président a invité le Secrétariat de l'ASI à informer l'Assemblée des amendements proposés au Règlement intérieur de l'Assemblée de l'ASI, tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.08.
117. Le Secrétariat de l'ASI a présenté les amendements proposés au Règlement intérieur de l'Assemblée de l'ASI, tels qu'ils figurent dans le document de travail, ainsi que la justification de chaque amendement proposé.
118. Le représentant de la République française a indiqué que l'ASI était fondé sur le principe des contributions volontaires et a suggéré de revoir toute proposition d'amendement prévoyant une contribution financière obligatoire, qui pourrait dissuader les pays en développement et les pays les moins avancés de participer aux mécanismes de gouvernance de l'ASI.
119. Le président a expliqué que les contributions financières à l'ASI resteront volontaires et que la contribution de 5 millions d'USD donne au donateur un siège au Comité permanent aux côtés des membres statutairement nommés du Comité.
120. Le Président a invité les membres à prendre connaissance des amendements proposés au Règlement intérieur de l'Assemblée de l'ASI, à faire part de leurs doutes et à demander des éclaircissements au Secrétariat.
121. Aucun membre n'est intervenu sur le document de travail ISA/A.05/WD.08.
- 122. *Décision : L'Assemblée a adopté les amendements au Règlement intérieur de l'Assemblée tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.08.***

**Point 18. Proposition de politique d'achat de consultants au secrétariat de l'ASI**

123. Le Président a fait remarquer que la dernière session de l'Assemblée avait décidé que toutes les nominations et tous les engagements au sein du Secrétariat seraient effectués de manière ouverte et transparente, chaque pays ayant une chance égale d'être représenté au sein du Secrétariat. Il a ajouté que la politique proposée dans le document

de travail ISA/A.05/WD.09 s'efforce de normaliser la passation de marchés et l'intégration de consultants de manière transparente afin de renforcer l'expertise du Secrétariat dans des domaines de niche.

124. Le directeur général informe l'Assemblée de la politique proposée et explique comment elle abordera la question de la transparence dans la passation des marchés, la rémunération et la durée de l'engagement des consultants. Il a souligné que si le besoin s'en fait sentir, la révision de la rémunération et l'assouplissement de l'âge maximum seront effectués avec l'approbation du président. Il a ajouté que la politique proposée limite le nombre de consultants et de détachés à un maximum de 40 % de l'effectif approuvé de l'ASI.
125. Le Président a ajouté que les consultants seront engagés avec parcimonie et que le Secrétariat s'efforcera d'embaucher du personnel à temps plein ayant l'expertise requise et de manière ouverte et transparente. Il a ensuite invité l'Assemblée à examiner le document de travail et à l'approuver.
126. Le représentant de la République française a exprimé son soutien à la politique proposée, car elle évite à l'ASI de dépendre excessivement de ressources extérieures.
127. Le représentant de la République de Côte d'Ivoire a demandé des explications supplémentaires sur l'approbation du président dans le processus d'engagement des consultants.
128. Le président a déclaré que la raison pour laquelle l'approbation du président est demandée est de s'assurer que la rémunération des consultants se situe dans des limites raisonnables.
129. **Décision : L'Assemblée a examiné et approuvé la politique proposée pour l'acquisition de services de consultants, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.09.**

#### **Point 19. Proposition d'amendements à la politique de détachement**

130. Le président a réitéré l'importance du mérite, de la transparence et de l'inclusion des candidats des pays membres dans le processus de recrutement. Informant l'Assemblée des amendements proposés à la politique de détachement, il ajoute que le détachement ne sera privilégié que dans les cas où le Secrétariat n'a pas été en mesure de recruter un professionnel compétent par le biais de sa procédure de recrutement ouverte et transparente. Il a fait remarquer que le détachement par des pays membres ou des organisations partenaires sera également autorisé dans le cadre d'une procédure ouverte et transparente lorsqu'un projet géré par l'ASI est financé par le pays membre ou l'organisation partenaire concerné(e).

131. Le Président a invité l'Assemblée à examiner le document de travail ISA/A.05/WD.10, contenant le projet de politique et de règlement sur le détachement, et à l'approuver.
132. Le représentant de la République française s'est félicité des clarifications apportées à la procédure visant à garantir la transparence et l'efficacité du processus de détachement. Il a ajouté que la République française soutenait que l'ASI, en tant qu'organisation internationale, ne devrait pas limiter la possibilité de détachements qui ajoutent de l'expertise et des ressources humaines sans coût supplémentaire et contribuent à l'engagement bilatéral et régional. En ce qui concerne les organisations basées sur des projets, il a également soutenu que le détachement ne devrait pas être aussi restrictif, car l'ASI doit servir de plaque tournante internationale et ouverte pour les experts solaires.
133. Le représentant de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe a fait remarquer que d'autres organisations internationales travaillant dans le pays, telles que les Nations unies, autorisent le recrutement d'experts et de consultants locaux et a suggéré à l'ASI d'en tenir compte dans le cadre de l'amendement.
134. En réponse à l'intervention de la République française, le président a déclaré que l'ASI resterait une plaque tournante pour les experts en énergie solaire, que le recrutement ne serait limité à aucun pays et que tous les postes vacants seraient ouverts aux candidats de tous les pays membres. Il a ajouté que l'ASI accueille des professionnels de tous les pays membres, mais qu'elle est limitée par le nombre de postes disponibles au secrétariat.
135. En réponse aux suggestions formulées par la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, le président a réaffirmé que tous les recrutements et nominations de consultants au secrétariat de l'ASI devaient respecter les principes du mérite et de la transparence et a précisé que les projets de l'ASI nécessitant une expertise locale pouvaient recruter des consultants du pays sur la base de ces principes.
136. **Décision : L'Assemblée a examiné les amendements proposés à la politique de détachement et aux règlements de l'ASI, tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.10, et les a approuvés.**

## **Point 20. Mise à jour sur le statut du personnel permanent du secrétariat de l'ASI**

137. Le Président a présenté le point de l'ordre du jour et explique que les sessions précédentes de l'Assemblée ont permis de renforcer les capacités du Secrétariat en approuvant des feuilles de route organisationnelles et des plans de recrutement. Il a invité le Secrétariat à informer l'Assemblée de l'état du recrutement du personnel au Secrétariat, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.11.
138. Le Secrétariat a informé l'Assemblée de la situation du personnel permanent telle qu'elle figure dans le document de travail. Le directeur général a complété l'exposé en expliquant

en détail les écarts par rapport au plan de recrutement approuvé par la quatrième assemblée de l'ASI et a demandé à l'assemblée d'approuver ces écarts.

139. Le Président a fait remarquer que le Secrétariat a été informé que tout écart par rapport à la décision de l'Assemblée doit être évité, et qu'une procédure régulière doit être suivie si le Secrétariat cherche à modifier la décision, ce qui implique la convocation de l'Assemblée. Il a ajouté que dans les rares cas où une dérogation doit être faite en urgence, le Secrétariat peut demander l'approbation provisoire du Président jusqu'à ce que la procédure d'approbation de l'Assemblée soit achevée. Il a conclu en invitant l'Assemblée à faire part de ses commentaires sur le point de l'ordre du jour, le cas échéant, et à l'approuver.

**140. *Décision : L'Assemblée a pris note des écarts et a approuvé le document de travail ISA/A.05/WD.11.***

#### **Point 21.            Structure organisationnelle révisée et proposition de nouveaux postes au secrétariat de l'ASI**

141. Le Président a invité le Secrétariat de l'ASI à présenter à l'Assemblée la structure organisationnelle révisée et la proposition de nouveaux postes au Secrétariat de l'ASI, telles qu'elles figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.12.

142. Le secrétariat de l'ASI a expliqué en détail l'organigramme révisé, ainsi que les postes qui ont été pourvus par recrutement et ceux qui sont vacants.

143. Le Président a fait remarquer que l'organigramme révisé mettait l'accent sur le renforcement de l'expertise, l'ASI cherchant à recruter des experts de l'énergie solaire et de la réglementation. Il a invité l'Assemblée à examiner le document de travail et à formuler des commentaires sur l'organigramme révisé et les nouveaux postes proposés au sein du Secrétariat.

144. Le représentant de la République française a pris acte de l'incorporation de deux ressources destinées à soutenir les activités de renforcement des capacités et de STAR-C, comme l'a suggéré la coprésidence. Il a suggéré que l'unité "Gestion des connaissances" soit divisée en deux équipes : une équipe de quatre personnes chargée de la création et de la diffusion des connaissances à l'échelle mondiale et une équipe de deux personnes chargée du renforcement des capacités et de l'infrastructure internes. Il a noté l'absence du poste de directeur général adjoint pour lequel la République française a détaché un expert et a déclaré qu'un expert supplémentaire serait bientôt détaché auprès du secrétariat de l'ASI. Il a ajouté que l'ASI devait servir de centre de coordination et de centre d'expertise en équilibrant la force des fonctions de mise en œuvre et de

connaissance. À cette fin, il a suggéré que des experts régionaux soient utilisés comme ressources partagées pour soutenir les deux équipes.

145. Le président a demandé au Secrétariat de prendre note des suggestions faites par la République française et de présenter toute proposition de modification de l'organigramme à la prochaine réunion du Comité permanent pour examen.

**146. *Décision : L'Assemblée a approuvé la structure organisationnelle révisée et la proposition de nouveaux postes telles qu'elles figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.12, ainsi que l'examen des suggestions de la République française.***

## **Point 22. Mise à jour sur la Facilité de financement solaire de l'ASI**

147. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à informer l'Assemblée des progrès réalisés par l'ASI dans la mise en place de la Facilité de financement solaire, comme indiqué dans le document de travail ISA/A.05/WD.13.

148. Le Directeur général a déclaré que la dernière session de l'Assemblée avait demandé au Secrétariat de préparer un programme visant à attirer les investissements dans les applications solaires dans les pays en développement, en particulier en Afrique. En réponse à cette demande, et sur la base des informations fournies par le président et des discussions avec une centaine d'investisseurs, le secrétariat a proposé de créer un mécanisme de financement de l'énergie solaire qui offre deux types d'instruments d'atténuation des risques : un mécanisme de garantie de paiement et un fonds d'assurance.

149. Le président a souligné la nécessité d'investir devant l'Assemblée et a fait remarquer que l'ASI ne pouvait pas attendre tous ces financements du gouvernement. Par conséquent, des fonds provenant de banques et d'institutions financières sont nécessaires.

150. Le directeur général a expliqué que l'ASI ne s'attend pas à ce que tous les investissements proviennent du gouvernement, en particulier des gouvernements des pays en développement, car ils n'ont pas forcément la capacité de financer des projets solaires. Il a ajouté que l'investissement dans l'énergie solaire doit provenir d'institutions financières. Toutefois, si le gouvernement devait mettre en place un projet, il ne devrait apporter qu'une partie des fonds propres, le reste provenant de banques ou d'autres institutions financières.

151. Le directeur général a fait remarquer que la sécurité des paiements est essentielle pour atténuer les risques et que l'ASI prévoit de mettre en place un mécanisme de sécurité des paiements. Il a ajouté que le mécanisme de sécurité des paiements sera mis en place en partie à l'aide de subventions et de fonds verts, que les pays développés ont promis de



consacrer à la transition énergétique, car l'ASI va fournir un accès par le biais de l'énergie renouvelable. Il a ajouté que l'ASI créera également un fonds pour réduire le coût de l'assurance en réduisant le montant de la prime.

152. Le secrétariat de l'ASI a également expliqué que l'ASI prévoyait de créer deux fonds, à savoir le Fonds de garantie de paiement et le Fonds d'assurance solaire, afin d'atténuer les risques liés à l'investissement dans l'énergie solaire, et que ces fonds cibleraient dans un premier temps le continent africain avant d'être étendus à d'autres régions et à d'autres zones géographiques du monde.
153. Le secrétariat de l'ASI a également déclaré que la facilité solaire vise à catalyser les investissements solaires par le biais de deux fonds principaux : le Fonds de garantie de paiement, qui serait initialement un fonds de 100 millions d'USD, et le Fonds d'assurance solaire, qui serait initialement un fonds de 50 millions d'USD, mais qui serait élargi. Le secrétariat a également fait remarquer que l'ASI disposait également d'un petit fonds d'investissement solaire, qui recueillerait les ressources de divers fonds de capitaux, philanthropies et pays, et les utiliserait ensuite pour différents projets dans les pays membres de l'ASI.
154. Le secrétariat a fait remarquer que ces fonds contribueront à créer un écosystème naturel permettant aux investisseurs de se sentir confiants et sûrs d'investir dans des projets solaires bancables dans le monde entier.
155. Le représentant de la République française s'est enquis des valeurs ajoutées de la facilité de financement solaire par rapport aux facilités existantes et des délais de mise en œuvre du mécanisme.
156. Le représentant du Royaume des Pays-Bas a souligné l'importance de la coordination et de la consultation avec les parties prenantes des marchés financiers, des institutions financières et des banques de développement.
157. Le représentant de la République du Malawi a présenté les points forts des projets d'énergie solaire développés dans le pays et a suggéré de former un bloc de ministres de l'énergie et des finances d'Afrique, lors de l'Assemblée, afin de relever les défis liés à l'utilisation de ces facilités de financement.
158. Le représentant de la République du Sénégal a souligné les problèmes rencontrés par les pays, notamment la rigidité des règles et des procédures, les taux d'intérêt élevés et les niveaux de risque anormalement élevés attribués aux pays.
159. Le Président a demandé au Secrétariat de l'ASI et aux membres de l'ASI de noter et d'examiner toutes les suggestions faites par les pays membres. Il a également déclaré que l'ASI discutera avec tous les fonds verts et les fonds de développement pour mobiliser les

investissements, ce qui peut contribuer au financement des projets en Afrique.

160. À l'invitation du président, le secrétariat de l'ASI a présenté à l'Assemblée une mise à jour des progrès réalisés par l'ASI dans le cadre de la Facilité de financement solaire, tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.13.
161. Le Président a souligné devant l'Assemblée la nécessité d'investir dans des projets en Afrique et a noté que l'on ne pouvait attendre des gouvernements qu'ils mobilisent seuls tous les fonds nécessaires, sans l'aide des banques et des institutions de financement.
162. **Décision : L'Assemblée a pris note de la mise à jour sur la Facilité de financement solaire et a approuvé les prochaines mesures à prendre par le Secrétariat de l'ASI comme proposé dans le document de travail ISA/A.05/WD.13.**

### Point 23. Mise à jour sur l'initiative STAR-C

163. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à informer l'Assemblée sur l'initiative STAR-C. Il a également invité l'Assemblée à examiner les progrès réalisés dans le cadre de cette initiative, tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.14. Il invite en outre l'Assemblée à examiner les progrès réalisés dans le cadre de cette initiative, tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.14.
164. Le directeur général a indiqué que le projet a été lancé en juin 2021, même si le concept existait depuis quelques années, et que l'ASI est désormais engagée dans plusieurs programmes à travers de nombreux centres.
165. Le secrétariat de l'ASI a présenté l'état d'avancement du projet STAR-C et a exprimé sa gratitude pour la subvention d'un million d'euros accordée par le ministère français des affaires étrangères, qui a été soutenue par l'Association internationale de développement (IDA) et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). Le Secrétariat a en outre informé que la durée du projet STAR-C est de 30 mois, avec un accent spécifique sur trois pays, à savoir le Royaume du Bhoutan, la République du Sénégal et l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée.
166. Le secrétariat de l'ASI a en outre déclaré que les principales tâches associées à ces initiatives sont le contrôle de la qualité des programmes de formation et des produits et services solaires. Le secrétariat a souligné l'importance de la qualité pour garantir que les personnes et les entreprises qui reçoivent une certification de ces centres sont correctement formées. Il a également fourni des informations sur la stratégie visant à connecter les centres existants et à définir la manière d'administrer et de superviser ces activités.
167. Le Secrétariat a fait remarquer que le projet porte actuellement sur trois régions : Asie-

Pacifique, Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest. Il a ajouté que le centre STAR en République fédérale démocratique d'Éthiopie a récemment commencé ses activités et qu'un autre centre prévu à Cuba devrait démarrer en décembre 2022. Des discussions sont en cours dans de nombreux autres pays et de nouveaux progrès sont attendus en 2023.

168. Le secrétariat de l'ASI a ajouté que la voie à suivre sera beaucoup plus large et plus rapide une fois que le cadre sera prêt.
169. Le président a apprécié le programme et a félicité le secrétariat et les membres de l'ASI pour les résultats obtenus jusqu'à présent, et a remercié la République française pour sa contribution à cette initiative.
170. Le représentant de la République française a indiqué que la première réunion du comité de surveillance de l'initiative avait été convoquée et que la République française s'était engagée à mettre en œuvre l'initiative sur une base pilote dans le Royaume du Bhoutan, l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée et la République du Sénégal.
171. Le représentant de la Jamaïque a demandé des informations sur la portée des centres STAR qu'il est proposé de créer en République de Cuba et sur la possibilité d'impliquer le Centre des Caraïbes pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CCREEE) dans le cadre de cette initiative.
172. Le président a informé le représentant de la Jamaïque que l'ASI envisagera un partenariat avec le CCREEE.
173. **Décision : L'Assemblée a examiné la mise à jour de l'initiative STAR-C telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.14 et l'a adoptée.**

#### **Point 24. Mise à jour sur le Solar Grand Challenge**

174. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à faire le point sur l'initiative "Solar Grand Challenge", telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.15.
175. Le secrétariat de l'ASI a présenté une mise à jour sur le *Solar Grand Challenge* et sa première tranche qui sera accueillie dans la région Afrique en 2022-23. L'Assemblée a été informée que l'ASI s'est associée à Invest India pour l'initiative et a intégré l'Association pour le développement des infrastructures en Afrique (AfIDA), l'Association mondiale de l'éclairage hors réseau (GOGLA), l'Association des développeurs de mini-réseaux en Afrique (AMDA) et l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA), en tant qu'autres partenaires. L'Assemblée a également été informée que la Fondation du Fonds d'investissement pour les enfants (CIFF) a accordé une subvention de

7,6 millions à l'ASI, dont 600 000 USD pour le soutien de cette initiative.

176. Le président a invité l'Assemblée de l'ASI à examiner la mise à jour fournie par le Secrétariat et à approuver le *SolarX Grand Challenge* dans la région Afrique.
177. Le représentant de la République française a demandé un complément d'information sur la manière dont d'autres initiatives de l'ASI pourraient apporter une valeur ajoutée au Grand défi solaire et s'est félicité de la prise en compte de la dimension de genre dans le cadre de l'initiative.
178. **Décision : L'Assemblée a examiné la mise à jour du Grand défi solaire telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.15 et a approuvé le SolarX Grand Challenge pour la région Afrique.**

#### Point 25. Mise à jour sur la mobilisation des ressources pour l'ASI

179. Le président a souligné l'importance de ce point de l'ordre du jour et la nécessité de disposer de ressources, et a demandé à chaque pays d'apporter sa contribution. Il a invité le secrétariat de l'ASI à informer l'Assemblée de l'état des efforts de mobilisation des ressources et de la situation financière actuelle de l'ASI, tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.16.
180. Le directeur général a remercié les pays qui ont aidé l'ASI. Le secrétariat de l'ASI a présenté une mise à jour détaillée de l'état d'avancement des activités de mobilisation des ressources de l'ASI, telles qu'elles figurent dans le document de travail.
181. Le représentant de la République française a fait savoir qu'une contribution d'un million d'euros avait été apportée par son pays aux activités de renforcement des capacités de l'ASI et a invité les membres et les signataires à contribuer à la mise en œuvre des activités de l'ASI.
182. **Décision : L'Assemblée a pris note et a adopté la mise à jour sur la mobilisation des ressources telle qu'elle figure dans le document ISA/A.05/WD.16.**

#### Point 26. État du Fonds Corpus et proposition de contributions annuelles

183. Le Secrétariat de l'ASI a informé l'Assemblée de la proposition d'un mécanisme de contribution volontaire annuelle tel que détaillé dans le document de travail ISA/A.05/WD.17.
184. Le représentant de la République française a apprécié le mécanisme de contribution au maintien des activités de l'ASI et a souligné que les contributions devaient rester volontaires.

185. Le représentant de la République de l'Union du Myanmar a fait savoir que son pays avait versé une contribution de 1 170 USD à l'ASI au cours de la troisième Assemblée et a estimé que le montant de 10 000 USD fixé pour les PMA était élevé.
186. Le représentant du Royaume du Bhoutan a fait part de l'incapacité de son pays à soutenir le mécanisme de contribution annuelle proposé dans un avenir proche en raison des problèmes économiques rencontrés par le pays lors de la pandémie de COVID-19.
187. Le président a précisé que les contributions proposées sont volontaires et il a encouragé l'introduction de certaines contributions afin que les travaux de l'ASI puissent se dérouler sans heurts.
188. Le Royaume des Pays-Bas, la République des Fidji, la République du Suriname, la République populaire du Bangladesh, la République fédérale du Brésil et la République du Congo ont exprimé leur soutien au mécanisme de contribution volontaire proposé par l'ASI.
189. Le représentant de la République française a demandé à ce que le mot "volontaire" soit incorporé dans les versions française et espagnole des documents de travail.
190. ***Décision : L'Assemblée a pris note de l'état du Fonds du Corpus et a approuvé la proposition de contributions volontaires annuelles telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.17.***

#### **Point 27. Proposition de programme de travail et de budget de l'ASI pour l'année civile 2023**

191. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à présenter à l'Assemblée de l'ASI, pour examen, la proposition de plan de travail et de budget pour l'année 2023, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/A.05/WD.18.
192. Le Secrétariat de l'ASI a présenté les principaux points de la proposition de plan de travail et de budget pour 2023, ainsi qu'un budget révisé pour 2022. L'Assemblée a pris connaissance des priorités stratégiques de l'ASI :
  - i. Soutien à l'analyse et au plaidoyer pour tous les pays membres
  - ii. Aide au renforcement des capacités des pays membres en développement
  - iii. Soutien programmatique à tous les pays membres des PMA et des PEID
  - iv. Assurer la viabilité financière de l'organisation
  - v. Renforcer l'organisation et la capacité du secrétariat de l'ASI
  - vi. Fournir des services de secrétariat à l'initiative GGI-OSOWOG

193. Le Secrétariat de l'ASI a fait remarquer que l'EoDS avait été développé pour suivre les politiques, les technologies réglementaires et l'écosystème du marché dans les pays membres de l'ASI, ainsi que pour reconnaître et rapporter les progrès de l'année précédente. Il a ajouté que l'EoDS de 2021 a été publié avec une couverture de 98 pays, et que l'EoDS pour l'année 2022 est en cours de préparation avec une couverture de 107 pays.
194. Le président a suggéré que l'ASI, tout en classant les pays en fonction de l'EoDS, fournisse également une feuille de route sur la manière dont l'EoDS peut être améliorée. Il a recommandé à l'ASI d'inclure la création d'une feuille de route dans son plan de travail, plusieurs pays l'ayant demandé.
195. L'Assemblée a été informée de l'élaboration de trois rapports mondiaux phares sur les marchés solaires, les investissements solaires et les technologies solaires. L'Assemblée a en outre été informée que l'ASI élabore également un rapport sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Le président a noté que le coût de gestion de l'ASI est passé de 2 millions USD en 2022 à 4 millions USD en 2023 en raison des nouveaux postes qui ont été créés. Le président a également invité l'Assemblée à commenter le budget.
196. **Décision : L'Assemblée a adopté le plan de travail et le budget pour l'année 2023, tels qu'ils figurent dans le document de travail ISA/A.05/WD.18.**

**Point 28. Segment de haut niveau - Interventions des ministres des pays membres et signataires de l'ASI**

197. Le président a invité les membres et les signataires de l'accord-cadre de l'ASI à présenter leurs déclarations nationales.
198. À l'invitation du président, les pays suivants se sont adressés à l'Assemblée de l'ASI :
  - i. État plurinational de Bolivie
  - ii. République bolivarienne du Venezuela
  - iii. République du Suriname
  - iv. République de l'Inde
  - v. République fédérale de Somalie
  - vi. République du Ghana
  - vii. République du Rwanda
  - viii. République du Niger
  - ix. Union des Comores

- x. République de Fidji
- xi. Union européenne
- xii. Royaume du Bhoutan
- xiii. Royaume du Cambodge
- xiv. République des Seychelles
- xv. République populaire du Bangladesh
- xvi. République de Guinée
- xvii. États-Unis d'Amérique
- xviii. République du Sénégal
- xix. République de l'Union du Myanmar
- xx. République du Burkina Faso
- xxi. Coopérative République de Guyane
- xxii. République du Mali
- xxiii. République démocratique populaire d'Algérie
- xxiv. République du Bénin
- xxv. Royaume du Danemark
- xxvi. Commonwealth d'Australie
- xxvii. République italienne
- xxviii. République arabe syrienne
- xxix. République fédérale démocratique d'Éthiopie
- xxx. République de Cuba
- xxxi. Royaume de Norvège
- xxxii. République d'Haïti
- xxxiii. République de Gambie
- xxxiv. Royaume de Tonga



- xxxv. République démocratique du Congo
- xxxvi. République de Kiribati
- xxxvii. Japon
- xxxviii. État indépendant de Samoa
- xxxix. Jamaïque
- xl. République démocratique de Sao Tomé-et-Principe.
- xli. République du Panama
- xlii. Émirats arabes unis

199. Le président a remercié les honorables membres et les signataires pour leurs aimables interventions.

#### Point 29. Questions diverses

200. Le Président a invité les membres à soulever toute autre question urgente à soumettre à l'examen de l'Assemblée de l'ASI.
201. Sur la suggestion du représentant de la Jamaïque, l'Assemblée a été invitée à examiner une date possible pour la prochaine session générale de l'Assemblée de l'ASI. Le président a proposé les 30 et 31 octobre 2023 comme dates potentielles pour la sixième Assemblée générale de l'ASI. Il a en outre chargé le Secrétariat de l'ASI de confirmer la date potentielle de la sixième Assemblée de l'ASI après avoir vérifié les dates de la réunion du Conseil de l'IRENA et celle de l'événement COP28.
202. Le Président a également invité la République fédérale d'Allemagne, le Royaume des Pays-Bas, la République de Cuba, la République coopérative de Guyane, l'Union des Comores, la République du Ghana, le Népal et le Japon à siéger à la Commission de vérification des pouvoirs pour la sixième session de l'Assemblée en 2023. Il a également invité l'Assemblée à approuver la constitution de la Commission de vérification des pouvoirs pour la sixième session de l'Assemblée.

#### 203. Décision :

**1. La sixième assemblée de l'ASI est provisoirement prévue pour le 30 ou le 31 octobre 2023. Toutefois, les dates seront finalisées après avoir pris en compte les dates du Conseil de l'IRENA et de la COP28.**

**2. L'Assemblée a approuvé les pays suivants en tant que membres du comité de**

***vérification des pouvoirs pour la sixième Assemblée de l'ASI :******i. République fédérale d'Allemagne******ii. Royaume des Pays-Bas******iii. République de Cuba******iv. Coopérative République de Guyane******v. Union des Comores******vi. République du Ghana******vii. Népal******viii. Japon*****Point 30. Clôture de la réunion**

204. Le président a conclu la réunion en remerciant tous les membres et signataires pour leur contribution et en les encourageant à soutenir le secrétariat afin de permettre à l'ASI de mener à bien ses activités et de mettre en œuvre ses initiatives pour un meilleur résultat. Il a exprimé l'espoir de rencontrer bientôt tous les délégués lors de la COP27 en Égypte. Le Président a conclu la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI.

\*\*\*\*\*

## Liste des participants à la cinquième assemblée de l'ASI<sup>1</sup>

	<b>Pays</b>	<b>Nom du membre de la délégation</b>	<b>Désignation</b>
1.	République démocratique populaire d'Algérie	<b>S.E. M. Abderrahmane Benguerrah</b>	<b>Ambassadeur d'Algérie en Inde</b>
		Monsieur Adel Bouda	Chef de mission adjoint
		M. Sami Boukelia	Directeur adjoint
2.	République d'Argentine	<b>S.E. M. Hugo Javier Gobbi</b>	<b>Ambassadeur de la République d'Argentine en Inde</b>
3.	Commonwealth d'Australie	<b>Mme Sarah Storey</b>	<b>Haut-commissaire adjoint de l'Australie en Inde</b>
		Mme Belinda Costin	Premier secrétaire
		M. Hugh Boylan	Conseiller en affaires économiques et publiques
4.	République populaire du Bangladesh	<b>M. Mohammad Golam Sarware Kainat</b>	<b>Membre (Secrétaire adjoint)</b>
		M. Nirod Chandra Mondal	Joint Secretary (Renewable Energy), Power Division, Ministry of Power, Energy and Ressources minérales
		M. Mohammad Rashedul Alam	Directeur adjoint
5.	République du Bénin	<b>S.E. M. Todeman Flinso ASSAN</b>	<b>Directeur général des ressources énergétiques, ministère de l'énergie et point focal national de l'ASI</b>
6.	Burkina Faso	<b>M. Aime Yves BADO</b>	<b>Ministre conseiller, chargé d'affaires</b>

<sup>1</sup> Pas strictement en fonction de l'ancienneté. La liste des participants a été préparée à partir des détails d'inscription et des formulaires d'accréditation des pays membres disponibles auprès du secrétariat de l'ASI. La liste peut être mise à jour sur confirmation des pays membres.

7.	Royaume du Cambodge	<b>S.E. Dr. Chea Sam Ang</b>	<b>Secrétaire d'État au ministère de l'environnement</b>
		S.E. M. Prak Thaveak Amida	Secrétaire général adjoint
8.	Union Des Comoros	<b>M. Moumini Abdallah</b>	<b>Directeur de cabinet du Ministre de l'énergie</b>
		M. Mssoma Omar	Point focal national
9.	République démocratique du Congo	<b>Mme Rosette Mossi Nyamale</b>	<b>Ambassadeur de la République du Congo en Inde</b>
		M. Auguy Tambwa Kaniki	Consultant
		M. Bruno Kabwika Mbaya	Conseiller du ministre et point focal national
10.	République de Côte d'Ivoire	<b>M. Eric Camille N'dry</b>	<b>Ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire en Inde</b>
		M. Ange Gabriel Akaffou	Conseiller commercial
		S.E. M. Moussa DOSSO	Point Focal National ASI
11.	République de Cuba	<b>M. Rosell Guerra Campaña</b>	<b>Directeur des énergies renouvelables, ministère de l'énergie et des mines</b>
		S.E. M. Alejandro Simancas Marin	Ambassadeur de la République de Cuba en Inde
		M. Abel Aballe Despaigne	Chef de mission adjoint
12.	Royaume du Danemark	<b>Mme Anna Katrine Guldager Lynenskjold</b>	<b>Conseiller</b>
		M. Martin Strandgaard	Chef de mission adjoint
		M. Peter Bertrand	Conseiller en énergie
13.	Royaume de Norvège	<b>M. Hans Jacob Frydenlund</b>	<b>Ambassadeur de Norvège en Inde</b>
		Mme Beate Kvarnes Langset	Conseiller
14.	République du Tchad	<b>M. Hassan Eli Tidei</b>	<b>Point focal national</b>
		M. Ali Saleh Bichara	Conseiller économique

15.	République de Djibouti	<b>S.E. M. Yonis Ali Guedi</b>	<b>Honorable ministre de l'énergie et des ressources naturelles</b>
		M. Ali Kamil Ali	Conseiller
		M. Gouled Mohamed Djama	Directeur de l'énergie, ministère de l'énergie en charge des ressources naturelles
		M. Isse Abdillahi Assoweh	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
		M. Mahamoud Abdillahi Miguil	Premier conseiller
		M. Mahdi Waberi Hassan	Conseiller Technique Du Ministre De L'energie Charge des Ressources Naturelles
16.	République arabe d'Égypte	<b>M. Sherif Elgammal</b>	<b>Chef de mission adjoint</b>
		M. Khaled Sheir	Premier secrétaire
17.	République d'ElSalvador	<b>Mme Gracia Ivonne Bonilla Moran</b>	<b>Ministre conseiller</b>
18.	République de Guinée équatoriale	<b>M. Manuel Mbela Bama Ndong</b>	<b>Ambassadeur de la République de Guinée équatoriale en Inde</b>
		M. Leonardo Mola Laplata Mum	Conseiller
19.	République fédérale démocratique d'Éthiopie	<b>M. Gosaye Abayneh</b>	<b>Conseiller principal au ministère de l'eau et de l'énergie</b>
		S.E. Dr. Frehiwot Woldehanna	Point focal national
20.	République de Fidji	<b>S.E. M. Jone Usamate</b>	<b>Honorable ministre de l'infrastructure et de l'aménagement du territoire Services météorologiques</b>
		M. Deepak Chand	Directeur adjoint de l'énergie
		M. Nilesh Roneel Kumar	Conseiller
		M. Joeli Valemei	Responsable scientifique principal
21.	République du Tchad	<b>M. Hassan Eli Tidei</b>	<b>Point focal national</b>
		M. Ali Saleh Bichara	Conseiller économique
22.	République française	<b>Mme Chrysoula Zacharopoulou</b>	<b>Ministère de l'Europe et des affaires étrangères</b>

		M. Damien Syed	Chef de mission adjoint
		M. Pablo Ahumada	Conseiller politique
		Mme Julie Fabre	Stagiaire à la section politique
		Mme Luisa Terranova	Conseiller politique
		S.E. M. Emmanuel Lenain	Ambassadeur de la République française en Inde
		M. Bruno Bosle	Directeur national de l'AFD
23.	République de Gambie	<b>Dr. Adama Gassama-Jallow</b>	<b>Fonctionnaire principal chargé de l'énergie, ministère du pétrole et de l'énergie</b>
		M. Sankung Fofana	Conseiller
24.	République hellénique Grèce	<b>Mme Ismini Panagopoulou</b>	<b>Premier conseiller</b>
25.	République du Ghana	<b>M. William, Owuraku Aidoo</b>	<b>Ministre adjoint de l'énergie</b>
		M. Seth Agbeve Mahu	Directeur adjoint, énergies renouvelables
26.	République fédérale d'Allemagne	<b>Dr. Philipp Ackermann</b>	<b>Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Inde</b>
		Dr. Steffen Koch	Ministre, chef du département de l'économie et de la mondialisation
		Mme Elisabeth Richter	Conseiller
		Dr. Stephan Hesselmann	Ministre conseiller (Affaires économiques et mondiales)
27.	Royaume du Bhoutan	<b>M. Karma Tshering</b>	<b>Secrétaire du ministère des affaires économiques</b>
		S.E. le général de division Vetsop Namgyel	Ambassadeur du Bhoutan en Inde
		M. Kinzang Dorjic	Conseiller politique
		Mme Pem Bidha	Conseiller économique

28.	République du Gabon	<b>Mme Josephine Patricia Ntyam Ehya</b>	<b>Chargé d'affaires</b>
29.	République de Guinée	Dr. Aminata Thiam	Conseiller
		S.E. M. Karim Camara	Point Focal National ASI
30.	République d'Haïti	<b>M. Fritz Gerald Pierre-Louis</b>	<b>Représentant du ministre de l'environnement d'Haïti</b>
		M. Jean Fanfan Jourdain	Délégué du pays
31.	République de l'Inde	<b>S.E. M. R.K. Singh</b>	<b>Ministre de l'électricité et des énergies nouvelles et renouvelables Énergie et Hon'ble Président de l'Assemblée de l'ASI</b>
		M. Indu Shekhar Chaturvedi	Secrétaire, ministère des énergies nouvelles et renouvelables, gouvernement de l'Inde
		Monsieur Aseem Kumar	Directeur, ministère des énergies nouvelles et renouvelables, gouvernement indien
		M. Dinesh Dayanand Jagdale	Joint Secretary, Ministry of New and Renewable Energy, Government of India (Secrétaire adjoint, ministère des énergies nouvelles et renouvelables, gouvernement indien)
		Monsieur Divyanshu Jha	Sous-secrétaire, ministère des énergies nouvelles et renouvelables, gouvernement indien
		M. Pankaj Kumar	Responsable de section, ministère des énergies nouvelles et renouvelables, gouvernement de l'Inde
32.	Jamaïque	<b>S.E. M. Jason Hall</b>	<b>Haut-commissaire de la Jamaïque en Inde</b>
		M. Peter Bailey	Ministre conseiller
33.	Japon	<b>Mme Kyoko Hokugo</b>	<b>Ministre (économie et développement)</b>
		M. Hiroyuki Yamashita	Premier secrétaire
34.	République de Kiribati	<b>M. Buriti Tokam</b>	<b>Directeur général</b>
		S.E. M. Anwar Khurshid Arshi	Officier Consul et point focal national de contact avec l'ASI
35.	République de Madagascar	<b>Mme Razanajatovo Ep Raoto Tianalisoa Lauriane</b>	<b>Secrétaire permanent</b>
		M. Randrianarivony Tsiory Andriamparaniarivo	Conseiller

36.	République du Malawi	<b>M. Ibrahim Matola</b>	<b>Ministre de l'énergie</b>
		M. Joseph Kalowekamo	Directeur intérimaire de l'énergie et point focal national pour l'ASI
		M. Joseph Kawinga	Premier secrétaire (Tourisme)
		M. Leonard Mengezi	Haut-Commissaire du Malawi
37.	République du Mali	<b>S.E. M. Sékou Kasse</b>	<b>Ambassadeur de la République du Mali en Inde</b>
		Monsieur Hassane Diallo	Deuxième conseiller, Ambassade de la République du Mali
		Dr. Souleymane Berthe	Directeur général de l'Agence des énergies renouvelables et point focal national pour l'ASI
		M. Moussa Ombotimbe	Conseiller technique, ministère des mines, de l'énergie et de l'eau
38.	République de Maurice	<b>M. Jahajeeah Doumeraj</b>	<b>Directeur des services techniques</b>
		M. Vishwanath D. Jhummon	Conseiller technique
39.	République de l'Union du Myanmar	<b>Mme Tin Tin Htwe Win</b>	<b>Chef de mission adjoint</b>
		Mme Ni Ni Maung	Deuxième secrétaire
		S.E. M. Moe Kyaw Aung	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Myanmar en Inde
40.	République de Nauru	<b>S.E. M. Rennier Gadabu, M.P.</b>	<b>Ministre du changement climatique et de la résilience nationale</b>
		S.E. M. Reagan Moses	Secrétaire au changement climatique et à la résilience nationale, ministère de l'environnement
		M. Midhun Ajaykumar	Directeur de l'énergie, Département du changement climatique et de la résilience nationale
		M. Delvin Oneale Thoma	Vice-ministre des Ronphos
41.	Burundi	<b>M. Rwanga Charles</b>	<b>Premier conseiller et chargé d'affaires</b>
		Mme Neelam Sharma	Secrétaire exécutif



42.	République de Namibie	<b>S.E. M. Gabriel P. Sinimbo</b>	<b>Haut-commissaire de la Namibie en Inde</b>
		Mme Annie K. Naanda	Premier secrétaire
43.	Royaume des Pays-Bas	<b>S.E. M. Marten Cornelis van den Berg</b>	<b>Ambassadeur des Pays-Bas en Inde</b>
44.	République du Niger	<b>M. Ibrahim Yacoubou</b>	<b>Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'étranger</b>
		S.E. M. Ado Leko	Ambassadeur de la République du Niger en Inde
		Monsieur Zakari Abdou	Chef de division Énergies renouvelables connectées au réseau et point focal ASI
		M. Souleymane Boureima	Conseiller
45.	République fédérale du Nigeria	<b>M. Ahmed Sule</b>	<b>Haut-commissaire du Nigeria en Inde</b>
		M. Ahmad Tijani Olayiwola Lawal	Conseiller principal
46.	Sultanat d'Oman	<b>M. Mubarak Sulaiman Badar AL Bassami</b>	<b>Chargé d'Affaires officiant en tant que Chef de Mission</b>
47.	État indépendant de Samoa	<b>Mme Faalavaau Perina Sila- Tualaulelei</b>	<b>Haut-commissaire de l'État indépendant de Samoa en Inde</b>
48.	État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée	<b>S.E. M. Paulias Korn</b>	<b>Haut-Commissaire de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>
		M. Stenneth Numol	Premier secrétaire
49.	République du Pérou	<b>Mme Mónica Cecilia Campos Fernández</b>	<b>Chargée d'Affaires a.i.</b>
		M. Fabio Subia Díaz	Premier secrétaire
50.	République du Rwanda	<b>Mme Uwase Patricie</b>	<b>Ministre d'État chargé de l'Énergie</b>
		Mme Peace Kaliisa	Point focal national
		M. Emile Mwepesi	Deuxième conseiller

51.	Royaume d'Arabie Saoudite	<b>M. Ahmed Al-Dowsary</b>	<b>Député pour les énergies renouvelables</b>
		M. Abdullah Al-Shehri	Député pour les énergies renouvelables
		M. Ali Alshalawi	Ingénieur
		Mme Jawaher Abdulrahim	Chercheur
		M. Hosam Alnaser	Superviseur du bureau du cadre international
52.	République du Sénégal	<b>S.E. M. Abdoul Wahab Haidara</b>	<b>Ambassadeur de la République du Sénégal en Inde</b>
		Mme Oumy Khairy Diao Diop	Directeur de la stratégie et de la réglementation au ministère du pétrole et de l'énergie
		M. Adja GUEYE	Agence nationale pour les Energies Renouvelables
		M. Sidy Bouya Ndiaye	Directeur des Projets et Programme
53.	République des Seychelles	<b>M. Tony Imaduwa</b>	<b>Secrétaire principal faisant fonction pour le changement climatique et l'énergie</b>
		M. Will Michel Agricole	Conseiller technique pour le changement climatique et l'énergie auprès du ministre
54.	République fédérale de Somalie	<b>M. Ibrahim Mohamed Ali</b>	<b>Ministre adjoint de l'énergie et des ressources en eau</b>
		M. Abdifatah Abdullahi Nur	Chef de mission adjoint
		S.E. M. Abdifatah Abshir Ibrahim	Chef de la section des technologies solaires et point focal national de la Somalie
55.	République socialiste démocratique de Sri Lanka	<b>M. Milinda Moragoda</b>	<b>Son Excellence le Haut-Commissaire</b>
56.	République unie de Tanzanie	<b>M. Emilian Nyanda</b>	<b>Point focal national suppléant</b>
57.	République d'Ouganda	<b>Mme Sophie Birungi</b>	<b>Deuxième secrétaire</b>

58.	République du Soudan	<b>M. Yasir Abdalla Saied Alhaj</b>	<b>Directeur général des énergies renouvelables Direction générale</b>
		M. Obay Kunna	Diplomate
		S.E. Mme Zeinab Mohamed Mahgoub	Point focal national de l'ASI
59.	République du Suriname	<b>S.E. M. David Abiamfo</b>	<b>Honorable ministre des ressources naturelles</b>
		M. Arunkoemar Hardien	Ambassadeur de la République du Suriname en Inde
		Mme Valerie Lalji	Secrétaire permanent adjoint au ministère des ressources naturelles et point focal national
60.	Royaume de Suède	<b>M. Markus Lundgren</b>	<b>Conseiller économique et commercial</b>
		M. Johan Enerback	Deuxième secrétaire
61.	République du Togo	<b>M. Abdoulaye-Robil NASSOMA</b>	<b>Directeur général</b>
		M. Damgou KANLOGUE	Chef Division Administration et juridique
		M. Maza Wiyaou MENDELEI	Attaché de l'Ambassade du Togo
62.	Royaume de Tonga	<b>M. Kakau Foliaki</b>	<b>Directeur de l'énergie</b>
		S.E. M. Desh B Sahae	Consulat honoraire
63.	Émirats arabes unis	<b>S.E. Dr. Nawal Khalefa Al-Hosany</b>	<b>Le représentant permanent des Émirats arabes unis auprès de l'IRENA</b>
		Mme Beatrix Schmuelling	Conseiller principal, énergies renouvelables et changement climatique
64.	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	<b>M. Kenneth O'Flaherty</b>	<b>Ambassadeur régional de la COP26 : Asie-Pacifique, Caraïbes et petites îles en développement</b>
		Mme Libby Green	Premier secrétaire Climat et énergie

65.	République bolivarienne du Venezuela	<b>S.E. Mme Tania Masea</b>	<b>Vice-ministre des nouvelles sources et de l'utilisation rationnelle de l'énergie</b>
		M. Jose Escorihuela Pereira	Ministre conseiller - Chef de mission adjoint
66.	République du Zimbabwe	<b>M. Peter Hobwani</b>	<b>Chef de mission adjoint/chef de chancellerie</b>
		Mme Nomusa Mugwambi	Conseiller Commerce
67.	République démocratique de Sao Tomé et Principe	<b>M. Gabriel Maquengo</b>	<b>Directeur de l'énergie, Direction nationale des ressources naturelles et de l'énergie et point focal de l'ASI</b>
68.	République italienne	<b>S.E. M. Vincenzo De Luca</b>	<b>Ambassadeur d'Italie en Inde</b>
		Monsieur Isidoro Nigri	Premier secrétaire
69.	République de Tunisie	<b>M. Ali Meftahi</b>	<b>Chef de mission adjoint</b>
70.	République arabe syrienne	<b>S.E. M. Bassam Alkhatib</b>	<b>Ambassadeur de la République arabe syrienne en Inde</b>
		M. Nebras Soliman	Attaché
71.	République du Mozambique	<b>M. Anisio Pinto Manuel</b>	<b>Directeur</b>
72.	République de Guyane	<b>Mme RONALDA EDWARDS HORATIO</b>	<b>Premier secrétaire</b>
73.	États-Unis d'Amérique	<b>M. Scott Woodard</b>	<b>Directeur adjoint</b>
		Mme Rita Weiss	Deuxième secrétaire
		M. Ian Lloyd	Fonctionnaire des affaires étrangères
		Mme Angela Enriquez	Gestionnaire de programme, énergie propre
		Monsieur Damon DuBord	Chef de l'unité énergie

### Participants des pays observateurs

N°	Pays signataire
1.	République dominicaine
2.	République fédérale du Brésil
3.	Hongrie
4.	Royaume du Maroc
5.	Luxembourg
6.	Népal
7.	Palau
8.	Paraguay
9.	République du Cabo Verde
10.	République du Chili
11.	République du Costa Rica
12.	République de Guinée-Bissau
13.	République du Panama
14.	République du Yémen
15.	État d'Israël
16.	L'état de l'Érythrée

N°	Pays membre potentiel
1.	Ambassade de Géorgie
2.	Ambassade de l'État de Libye
3.	République tchèque
4.	Royaume du Lesotho

5.	Royaume d'Espagne
6.	Nouvelle-Zélande
7.	République orientale de l'Uruguay
8.	République d'Angola
9.	République de Finlande
10.	République d'Indonésie
11.	République du Kenya
12.	République de Lettonie
13.	République de Lituanie
14.	République des Philippines
15.	République du Portugal
16.	République du Congo
17.	République slovaque
18.	Confédération suisse

**Participants des organisations partenaires de l'ASI**

N°	Nom de l'organisation
1.	Banque asiatique de développement (BAD)
2.	Union européenne (UE)
3.	Conseil solaire mondial (CSM)
4.	Agence internationale de l'énergie (AIE)
5.	Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)
6.	Institut international de gestion de l'eau (IWMI)
7.	Société de développement du projet Kukuza (KPDC)
8.	Énergie durable pour tous (SE4ALL)
9.	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
10.	Organisation des Nations unies pour le développement international (ONUDI)
11.	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
12.	La Banque mondiale

**Participants des entreprises partenaires de l'ASI**

<b>N°</b>	<b>Nom de l'organisation</b>
1.	Coal India Limited (CIL)
2.	Indian Oil Corporation Limited (IOCL)
3.	National Hydro Power Corporation (NHPC)
4.	National Thermal Power Corporation Limited (NTPC)
5.	Neyveli Lignite Corporation Limited India Limited (NLC)
6.	Oil and Natural Gas Corporation (ONGC)
7.	Power Grid Corporation of India Limited (PGCIL)
8.	Solar Energy Cooperation of India Limited (SECI)



**Participants de l'Invitée spéciale (Organisations)**

N°	Nom de l'organisation
1.	Fondation du fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF)
2.	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
3.	Bloomberg Philanthropies
4.	Fédération nationale indienne de l'énergie solaire (NSEFI)
5.	Power Finance Corporation (PFC)
6.	ENERGIES TOTALES